

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger } Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Etranger } Pays à plein-tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée; moitié prix; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1942

22 novembre	Ordonnance n° 15 instituant à dater du 1 ^{er} janvier 1943, un budget du Haut-Commissariat de l'Afrique française. (Arrêté de promulgation n° 755 Cab. du 28 décembre 1942)	25
29 novembre	*Ordonnance n° 26 transférant au haut-commissaire en Afrique française les pouvoirs du Chef de de l'Etat en matière de demandes de grâce et de recours de même nature. (Arrêté de promulgation n° 755 Cab. du 28 décembre 1942).	25
29 novembre	Ordonnance n° 27 supprimant, pour la durée des hostilités, le recours en grâce, en ce qui concerne les condamnations prononcées par une cour martiale pour crime d'intelligence avec l'ennemi. (Arrêté de promulgation n° 755 Cab. du 28 décembre 1942)	25
30 novembre	Ordonnance n° 28 relative aux opérations de trésorerie concernant l'émission et le remboursement des bons du trésor. (Arrêté de promulgation n° 755 Cab. du 28 décembre 1942)	26
6 décembre	Ordonnance n° 35. donnant, dans certaines conditions, pouvoir au gouverneur général de l'A. O. F., pour réglementer sur certaines matières réservées jusqu'ici au pouvoir central. (Arrêté de promulgation n° 755 Cab. du 28 décembre 1942)	24
Rectificatif à la loi	du 9 septembre 1942 relative au relèvement de la forclusion en matière civile, commerciale et administrative et aux délais de présentation et de protêt des effets de commerce, dans certains territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies dont l'A. O. F. et le Togo.	26

ACTES DU GOUVERNEMENT GENERAL

1942

7 décembre	N° 4343 S. E. — Arrêté général approuvant le budget local du groupement professionnel du commerce colonial pour l'exercice 1942.	26
22 décembre	N° 4501 S. C. C. P. — Arrêté général modifiant l'arrêté n° 2398 S. E. du 13 juillet 1942, relatif à la publicité des prix.	26
22 décembre	N° 4545 T. P. — Arrêté général fixant l'organisation et le fonctionnement de la direction générale des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo.	26
24 décembre	N° 4592 F. — Arrêté général portant organisation du service du trésor en A. O. F.	28

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1942

3 novembre	N° 621 F. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 296 du 14 juin 1941 fixant à nouveau le taux de la taxe due par les indigènes ayant un revenu inférieur à 10.000 francs.	29
3 novembre	N° 622 F. — Arrêté fixant à nouveau le nombre de journées de prestations et le taux de conversion.	30
3 novembre	N° 623 F. — Arrêté réglementant l'établissement et l'apurement des rôles de prestations en nature dans le territoire du Togo.	31
3 novembre	N° 624 F. — Arrêté modifiant la nomenclature et les taux des patentes.	31
3 novembre	N° 625 F. — Arrêté modifiant le taux de la taxe sur les bicyclettes.	32
8 décembre	N° 694 C. D. — Arrêté modifiant la réglementation relative aux impôts cédulaires et à l'impôt général sur le revenu.	32
8 décembre	N° 695 C. D. — Arrêté simplifiant le recouvrement des impôts directs.	34
8 décembre	N° 696 DOM. — Arrêté complétant l'arrêté n° 318 du 25 juin 1941 portant établissement de l'enregistrement et du timbre au Togo.	34

15 décembre	N° 708 A. E. — Arrêté fixant les prix d'achat des oléagineux (campagne 1942-43)	34
15 décembre	N° 710 A. E. — Arrêté fixant les prix d'achat du cacao (campagne 1942-43)	36
24 décembre	N° 742 F. — Arrêté abrogeant les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 35 du 13 janvier 1937 portant attribution à la chambre de commerce d'une quote-part de 10% sur le produit des patentes.	36
24 décembre	N° 743 F. — Arrêté fixant pour 1943 les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance de secours et de prêts mutuels agricoles du Togo.	37
24 décembre	N° 746 F. P. — Arrêté portant modification à l'arrêté n° 611 du 31 octobre 1941 fixant le tarif des cessions de travaux faites par l'école professionnelle de Sokodé.	37
24 décembre	N° 747 E. — Arrêté portant suppression de l'internat d'Atakpamé.	37
24 décembre	N° 893 A. E. — Décision nommant pour l'année 1943 la commission centrale de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance.	37
24 décembre	N° 894 F. — Décision portant nomination des membres du conseil d'administration du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance pour l'année 1943.	37
24 décembre	N° 898 F. — Décision fixant pour l'année 1943 les taux des allocations attribuées aux chefs, secrétaires et lépreux des villages de ségrégation.	38
26 décembre	N° 751 A. P. A. — Arrêté fixant la composition du tribunal eriminal du cercle de Mango	38
26 décembre	N° 752 A. E. — Arrêté portant ouverture de la campagne d'achat du cacao.	36
28 décembre	N° 754 F. — Arrêté portant fixation et arrêtant le projet de budget local du Togo (exercice 1943).	39
28 décembre	N° 756 F. — Arrêté portant virement de crédit du budget de la commune-mixte de Lomé — exercice 1942.	38
29 décembre	N° 757 F. — Arrêté rendant provisoirement exécutoire le budget local du Togo pour l'exercice 1943.	39
29 décembre	N° 758 C. F. T. — Arrêté rendant provisoirement exécutoire le budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, annexe du budget local, pour l'exercice 1943.	39
29 décembre	N° 759 C. F. T. — Arrêté portant prorogation de crédits de l'exercice 1942	39
29 décembre	N° 761 F. — Arrêté fixant pour l'année 1943 les taux des allocations aux enfants métis.	41
30 décembre	N° 764 F. — Arrêté portant prorogation de crédits	40
30 décembre	N° 765 A. E. — Arrêté fixant le mode de vente de certaines denrées de première nécessité.	41
31 décembre	N° 767 F. — Arrêté portant modification à l'organisation et aux attributions des bureaux du Commissariat de France	41
31 décembre	N° 769 A. P. A. — Arrêté portant création de conseil d'arbitrage de travail indigène	41
31 décembre	N° 770 A. E. — Arrêté fixant les mercuriales officielles pour le premier semestre 1943.	42
31 décembre	N° 771 F. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 622 F. du 3 novembre 1942 fixant à nouveau le nombre de journées de prestations et le taux de conversion.	31

1943

5 janvier	N° 7 A. E. — Arrêté portant limitation des quantités de cacao à acheter au cours de la campagne 1942-43.	36
5 janvier	N° 8 A. E. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 605 A. E. du 29 octobre 1942 portant interdiction de la sortie du maïs de la zone nord du Togo	44
6 janvier	N° 9 A. E. — Arrêté portant ouverture de la campagne d'achat du café (récolte 1942-43).	44
Personnel		44
Divers		52

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis de vente aux enchères publiques	60
--------------------------------------	----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Organisation administrative

N° 755 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

28 décembre 1942. — Sont promulguées dans le territoire du Togo, les ordonnances suivantes de l'amiral de la flotte, haut-commissaire en Afrique française :

1° — l'ordonnance n° 35 du 6 décembre 1942 donnant, dans certaines conditions, pouvoir au gouverneur général de l'Afrique occidentale française, pour régler sur certaines matières réservées jusqu'ici au pouvoir central ;

2° — l'ordonnance n° 15 du 22 novembre 1942 instituant à dater du 1^{er} janvier 1943, un budget du Haut-Commissariat de l'Afrique française ;

3° — l'ordonnance n° 26 du 29 novembre 1942 transférant au haut-commissaire en Afrique française les pouvoirs du Chef de l'Etat en matière de demandes de grâce et de recours de même nature ;

4° — l'ordonnance n° 27 du 29 novembre 1942 supprimant, pour la durée des hostilités, le recours en grâce, en ce qui concerne les condamnations prononcées par une cour martiale pour crime d'intelligence avec l'ennemi ;

5° — l'ordonnance n° 28 du 30 novembre 1942 relative aux opérations de trésorerie concernant l'émission et le remboursement des bons du trésor.

ORDONNANCE N° 35

NOUS, AMIRAL DE LA FLOTTE, HAUT-COMMISSAIRE EN AFRIQUE FRANÇAISE,

Remplaçant le Chef de l'Etat Français empêché ;

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française ;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française ;

ORDONNONS :

ARTICLE PREMIER. — En cas de nécessité, le gouverneur général de l'Afrique occidentale française peut, jusqu'à nouvel ordre, nonobstant toutes dispositions légales, réglementer par voie d'arrêté pris en commission permanente du conseil de Gouvernement, le régime administratif, économique, financier, et du

travail applicable aux territoires relevant de son autorité en tout ce qui était réglé jusqu'à présent par des lois, décrets ou arrêtés ministériels.

Les actes pris dans les conditions qui précèdent, pourront être sanctionnés par des peines correctionnelles.

Immédiatement exécutoires, ils seront soumis dans les plus brefs délais à la ratification de l'amiral de la flotte, déléataire en Afrique française des pouvoirs du Maréchal de France, Chef de l'Etat.

Ils deviendront définitifs si au bout d'un délai de quatre mois ils n'ont pas été annulés ou modifiés par l'autorité supérieure.

ART. 2. — Le gouverneur général de l'Afrique occidentale française prend, dans les mêmes conditions et sans qu'il soit tenu de consulter la commission permanente du conseil de Gouvernement, toutes les décisions ou dispositions utiles concernant le statut du personnel civil ou assimilé, la nomination et la promotion des fonctionnaires, la discipline et le régime de la solde et des accessoires, ainsi que des congés et déplacements.

ART. 3. — Le gouverneur général de l'Afrique occidentale française est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au *Bulletin officiel*, aux *Journaux officiels* de l'Afrique occidentale française et du Togo.

Alger, le 6 décembre 1942.

L'amiral de la flotte,
haut-commissaire en Afrique française,
F. DARLAN.

ORDONNANCE N° 15

NOUS, AMIRAL DE LA FLOTTE, HAUT-COMMISSAIRE EN AFRIQUE FRANÇAISE,

Agissant en vertu des pouvoirs qui nous ont été conférés par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français;

ORDONNONS :

ARTICLE PREMIER. — A dater du 1^{er} janvier 1943, il sera établi un budget du Haut-Commissariat en Afrique française.

Le secrétariat général économique est chargé de sa préparation et, après approbation du projet de budget par le haut-commissaire, suivra son exécution et en assurera le contrôle. L'approbation de ce budget interviendra avant le 31 décembre 1942.

ART. 2. — En vue de l'exécution de ce budget, il est créé un trésor d'Afrique française; celui-ci prendra à sa charge les dépenses de souveraineté française en Afrique française tant budgétaires que de trésorerie et, singulièrement, les dépenses propres au fonctionnement du Haut-Commissariat et du secrétariat général économique.

En contre partie, il encaissera les recettes budgétaires et de trésorerie correspondantes.

ART. 3. — Les comptables du budget ainsi créé sont les trésoriers généraux de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc et de l'A. O. F. et les payeurs principaux d'Oran et de Constantine.

Le trésorier général de l'Algérie centralisera les résultats d'exécution de ce budget, et en rendra compte au Haut-Commissariat.

ART. 4. — Pour l'exercice 1942, les mêmes comptables porteront les recettes et dépenses de souveraineté française en Afrique du Nord à un compte spécial

dont les modalités de fonctionnement seront fixées par un arrêté d'application pris par l'inspecteur général des finances, chef de la mission d'Afrique.

ART. 5. — Un crédit de 100 millions de francs est ouvert au Haut-Commissariat, il sera géré par le secrétariat général économique. Ce crédit est le même que celui prévu par l'ordonnance n° 7.

ART. 6. — La présente ordonnance sera publiée au *Bulletin officiel* pour être observée et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au nom du Maréchal de France, chef de l'Etat français.

Alger, le 22 novembre 1942.

L'amiral de la flotte,
haut-commissaire en Afrique française,
F. DARLAN.

ORDONNANCE N° 26

NOUS, AMIRAL DE LA FLOTTE, HAUT-COMMISSAIRE EN AFRIQUE FRANÇAISE,

Vu l'acte constitutionnel n° 2 du 11 juillet 1940 en son article 1, paragraphe 6;

Vu l'impossibilité momentanée où se trouve le Chef de l'Etat d'exercer son droit de grâce pour les territoires hors de la métropole;

ORDONNONS :

ARTICLE UNIQUE. — Il sera statué par le haut-commissaire de France en Afrique française sur les demandes de grâce actuellement portées devant le Chef de l'Etat par des condamnés se trouvant sur les territoires relevant du Haut-Commissariat ainsi que sur les recours de même nature qui seront formés à la suite de condamnations prononcées sur ces territoires.

Fait au nom du Maréchal de France, chef de l'Etat français.

Alger, le 29 novembre 1942.

L'amiral de la flotte,
haut-commissaire en Afrique française,
F. DARLAN.

ORDONNANCE N° 27

NOUS, AMIRAL DE LA FLOTTE, HAUT-COMMISSAIRE EN AFRIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 75, 77, 80 du code pénal;

Vu le décret du 20 mai 1940 instituant les cours martiales et les textes qui l'ont modifié et complété;

ORDONNONS :

ARTICLE UNIQUE. — Pendant la durée des hostilités les individus condamnés par une cour martiale pour crime d'intelligences avec l'ennemi ne seront plus admis à former un recours en grâce.

Le jugement sera aussitôt mis à exécution sans que les dispositions de l'article 112 du code de justice militaire puissent recevoir application en pareil cas.

Fait au nom du Maréchal de France, chef de l'Etat français.

Alger, le 29 novembre 1942.

L'amiral de la flotte,
haut-commissaire en Afrique française,
F. DARLAN.

ORDONNANCE N° 28

NOUS, AMIRAL DE LA FLOTTE, HAUT-COMMISSAIRE EN AFRIQUE FRANÇAISE,

Agissant en vertu des pouvoirs qui nous ont été conférés par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français;

ORDONNONS :

ARTICLE PREMIER. — Les opérations de trésorerie concernant l'émission et le remboursement des bons du trésor de toutes catégories et des bons à court terme continueront à être assurées dans les mêmes conditions que précédemment aux guichets des caisses publiques chargées des dites opérations.

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Bulletin officiel* pour être observée et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au nom du Maréchal de France, chef de l'Etat français.

Alger, le 30 novembre 1942.

*L'amiral de la flotte,
haut-commissaire en Afrique française,
F. DARLAN.*

**Forelusion — Présentation et protêt
des effets de commerce**

LOI du 9 septembre 1942.

RECTIFICATIF au J. O. Togo du 16 décembre 1942,
page 722, 1^{re} colonne, 15^e ligne :

Au lieu de :

« . . . décrets susvisés des 20 mars, 13 avril,
31 août 1940 et 23 août 1941 . . . ».

Lire :

« . . . décrets susvisés des 20 mars, 13 avril,
31 août 1940 et 26 août 1941 . . . ».

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

Groupement professionnel du commerce colonial

N° 4343 S. E. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. du 7 décembre 1942, est approuvé le budget de l'exercice 1942 du groupement professionnel du commerce colonial en A. O. F. se décomposant comme suit :

Sous-section importateurs. — Arrêté en recettes et en dépenses à 781.700 francs.

Sous-section exportateurs. — Arrêté en recettes à 1.764.000 francs et en dépenses à 1.753.000 francs.

Les cotisations dues par les adhérents du G. P. C. C. au titre de l'exercice 1942 sont fixées à :

1 pour mille sur la valeur C. A. F. des importations en 1942;

2 pour mille sur la valeur F. O. B. des produits exportés en 1942.

Publicité des prix

N° 4501 S. C. C. P. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

22 décembre 1942. — L'article 1^{er} de l'arrêté général n° 2398 S. E. du 13 juillet 1942 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« *Article Premier.* — Les arrêtés des gouverneurs et chefs de territoires, prévus à l'article 2 de la loi du 14 mars 1942, sont publiés au *Journal officiel* de la colonie ou du territoire. Ils peuvent être mis en application suivant la procédure d'urgence dans les conditions prévues par les textes en vigueur »

**Direction générale des travaux publics
de l'A. O. F. et du Togo**

ARRETE N° 4545 T. P. du 22 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et les modificatifs subséquents

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 8 septembre 1942 créant une direction générale des travaux publics; en Afrique occidentale française et au Togo;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur le solde et les accessoires du personnel colonial et les modificatifs subséquents notamment les décrets des 11 octobre 1934 et 23 juillet 1937;

Vu le décret du 4 décembre 1920 modifié par le décret du 30 mars 1925 réorganisant le conseil de Gouvernement de l'Afrique occidentale française et la commission permanente de ce conseil;

Vu le décret du 9 mai 1936 portant organisation générale des services des travaux publics et des mines des colonies et statut du personnel et tous actes ultérieurs le modifiant

Vu le décret minier du 23 décembre 1934 promulgué en A. O. F. par arrêté n° 3087 A. P. du 26 décembre 1935

Vu le décret du 19 mai 1939 fixant le statut du personnel des chemins de fer coloniaux;

Vu le décret du 19 septembre 1930 instituant en A. O. F. un budget unique des chemins de fer annexe au budget général;

Vu le décret du 10 février 1910 instituant le budget de l'exploitation du port de commerce de Dakar annexe au budget général;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par décret du 20 juillet 1937;

Vu les arrêtés généraux des 6 mai 1927 et 27 novembre 1929 réglant l'exécution des travaux publics, portant organisation et fixant les attributions et le fonctionnement des services permanents des travaux publics en Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté général n° 707 du 23 février 1942 portant création à l'inspection générale des travaux publics d'une section dite « service fédéral de la production industrielle »

Sur la proposition du directeur général des travaux publics
La commission permanente du conseil de gouvernement en tendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La direction générale des travaux publics de l'Afrique occidentale française et du Togo, créée par le décret du 8 septembre 1942 est constituée par l'ensemble des services de tout

nature placés par le gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire de France au Togo sous l'autorité du directeur général.

Ces services se répartissent en deux groupes fondamentaux, les organismes de commandement et les organismes d'exécution.

TITRE PREMIER

Organismes de commandement

ART. 2. — Les organismes de commandement, sont ceux placés auprès du directeur général et par l'intermédiaire desquels il agit. Ils comprennent essentiellement :

a) Un service central chargé de l'étude des questions communes, de la liaison entre les diverses directions, enfin de la réception, du classement, de l'acheminement du courrier;

b) Des directions techniquement spécialisées.

ART. 3. — Le service central à la tête duquel se trouve un ingénieur en chef ou principal des travaux publics se divise en trois sections :

a) Une section administrative, traitant les questions générales de personnel, de budgets, de matériel, de contentieux et d'archives.

Elle administre le directeur général et son secrétariat particulier. A cette section est rattaché le bureau de préparation de la défense nationale;

b) Une section économique, rassemblant et tenant à jour pour les besoins de la direction générale des travaux publics, les statistiques relatives à la production et aux échanges;

c) Une section technique, chargée des laboratoires d'analyse et d'essais de toute nature, des bureaux d'études et de calcul et de la rédaction de la revue des travaux publics.

ART. 4. — Les directions spécialisées sont initialement prévues au nombre de quatre savoir :

a) La direction des transports, chargée d'organiser ou de contrôler et dans tous les cas de coordonner les transports de toute nature par voie ferrée, routière, fluviale ou aérienne, qu'ils soient libres, concédés ou exploités en régie.

Les exploitations portuaires lui sont rattachées.

Elle se subdivisera ainsi en :

Une sous-direction des exploitations ferroviaires, dont le titulaire remplira cumulativement les fonctions de directeur-adjoint des transports;

Une sous-direction des exploitations portuaires;

Un service de l'aviation civile;

Un service des transports routiers et fluviaux;

b) La direction des travaux, chargée de préparer, d'établir et d'entretenir l'équipement du territoire, dans tous les domaines de la technique constructive à l'exception des seuls travaux neufs ou d'entretien dont l'exécution serait de nature à compromettre la sécurité des exploitations relevant d'une autre direction.

Elle se subdivisera ainsi en :

Une sous-direction de l'équipement routier, ferroviaire et d'infrastructure aérienne;

Une sous-direction des travaux maritimes et en rivière;

Un service de l'hydraulique et de l'électricité;

Un service de l'urbanisme (architecture, édilité sites);

Un service des études topographiques;

c) La direction des mines, chargée de la préparation et de l'application de la réglementation minière; de

l'établissement de la carte géologique, de la prospection méthodique et de tous les problèmes se rattachant à la mise en valeur du sous-sol du pays.

Elle se subdivise ainsi en :

Un service de la réglementation minière;

Un service géologique;

Un service des recherches minières;

d) La direction de la production industrielle, chargée de répartir les produits industriels;

D'assurer le contrôle technique des fabrications industrielles locales;

De suivre, en liaison avec la direction générale des services économiques, les importations et les exportations de ces produits;

D'organiser l'équipement industriel des colonies du groupe et notamment d'instruire les projets de création d'extension d'activités industrielles sur le territoire de la fédération, avis pris sur tous ces projets, auprès de la direction générale des services économiques;

De proposer ou prendre toutes mesures ayant pour but d'assurer à la fédération la ressource en produits industriels nécessaires, à ses besoins.

Elle se subdivise en deux services :

Un service de la répartition;

Un service de l'équipement industriel.

ART. 5. — A la tête de chacun des organismes de commandement est placé un directeur ou chef de service entièrement responsable devant le directeur général de l'exercice de son commandement. Il peut si l'importance de son service l'exige être assisté d'un adjoint appelé à le seconder et à le suppléer occasionnellement. Les directeurs et leurs adjoints ainsi que le chef du service central seront nommés par arrêté du gouverneur général, sur la proposition du directeur général.

ART. 6. — Des arrêtés ultérieurs fixeront l'organisation de détail, le fonctionnement et les effectifs, du service central et des diverses directions.

TITRE II

Organismes d'exécution

ART. 7. — Les organismes d'exécution sont essentiellement constitués par les services locaux des transports, des travaux publics, des mines et de la production industrielle, permanents ou temporaires, existants ou à créer.

Suivant le volume des affaires ou les commodités du service et après avis des gouverneurs intéressés, le commandement local unique, là où il existe pourra être ou non supprimé, en totalité ou en partie par des décisions du directeur général prises par délégation du gouverneur général. Ces décisions préciseront éventuellement les attributions respectives des services devenus ainsi indépendants les uns des autres.

Aucune autre modification ne sera initialement apportée à ces services en vue de leur intégration dans la direction générale. Ils resteront en outre dans leur fonctionnement régis par les textes en vigueur et notamment par l'arrêté du 6 mai 1927 en tout ce qui n'est pas contraire au présent arrêté ou à ceux fixant l'organisation et le fonctionnement des organismes de commandement.

ART. 8. — Les modifications internes de ces services n'entraînant pas surcroît de dépenses par rapport aux prévisions des plans de campagne seront prescrites par des décisions du directeur général après consultation préalable s'il y a lieu des chefs de territoire intéressés.

TITRE III

Attributions du directeur général

ART. 9. — Le directeur général est chargé :

1° — De remplir auprès du gouverneur général le rôle de conseiller technique préparant en particulier et sous son timbre tous les textes réglementaires, instructions ou correspondances sur les questions de son ressort;

2° — De la conception, des études et de l'exécution des travaux de toute nature concourant à la mise en valeur des territoires de la fédération et dont la réalisation a été envisagée sur son initiative ou décidée par les autorités qualifiées.

Il dépend directement du gouverneur général devant qui il est entièrement responsable du fonctionnement de l'ensemble de ses services et de qui il reçoit indépendamment de ses pouvoirs propres toutes les délégations nécessaires au plein et rapide exercice de son commandement, avec faculté de les sous-déléguer en tout ou partie et sous son entière responsabilité. Un texte spécial fixera l'étendue et la consistance de ces délégations.

ART. 10. — Le directeur général dresse en accord avec les gouverneurs intéressés les plans de campagne à mettre à l'appui des budgets annuels et qui seront approuvés pour être rendus exécutoires en même temps que ces derniers. Ces plans de campagne comprennent essentiellement :

1° — Les projets d'exécution et les cahiers des charges de mise en adjudication ou au concours des travaux retenus aux divers budgets;

2° — Les tableaux d'effectifs et d'emploi de la main-d'œuvre correspondants;

3° — Dans l'hypothèse de travaux ou d'exploitation en régie les listes de matériel à acquérir.

Il prépare en liaison avec la direction générale des finances les budgets correspondants et présente à l'approbation en conseil de Gouvernement ceux d'entre eux dont les directeurs sous ses ordres sont ordonnateurs secondaires, notamment les budgets annexes relatifs aux transports ou à des exploitations industrielles.

ART. 11. — Le directeur général a autorité sur tout le personnel de commandement et par l'intermédiaire de celui-ci sur le personnel d'exécution.

Il l'affecte ou le mute, avis pris des gouverneurs intéressés en cas de mutation en cours de séjour.

Il le note en dernier ressort avant présentation au gouverneur général.

Il préside de droit les commissions de classement de ce personnel ainsi que celles tendant à fixer le statut particulier des agents sous ses ordres.

ART. 12. — Le directeur général correspond directement avec les gouverneurs des colonies pour toutes les questions de son ressort et notamment pour tout ce qui concerne la mise en œuvre des plans de campagne.

Il correspond en outre directement avec ses représentants en tous points du territoire, lorsqu'il ne s'agit que de questions techniques. Dans les autres cas les correspondances sont adressées sous le couvert des gouverneurs conformément aux règles générales établies en la matière.

En sens inverse les mêmes règles s'appliquent.

Ces correspondances sont toujours échangées sous les timbres propres à la direction générale ou à ses services.

TITRE IV

Attributions des directeurs

ART. 13. — Les directeurs relèvent directement et exclusivement du directeur général devant qui ils sont entièrement responsables et de qui ils reçoivent et dehors de leurs pouvoirs propres définis dans les textes particuliers à chaque direction toutes délégations utiles au plein exercice de leur commandement.

ART. 14. — Pour l'accomplissement des tâches relevant de leurs attributions, les directeurs ont sous leur ordres les organismes d'exécution dans les colonies. A ce titre ils correspondent directement avec leur chefs de service locaux, dans les conditions fixées l'article 12 ci-dessus.

Ils ne correspondent avec les gouverneurs des colonies que par délégation du directeur général.

ART. 15. — Le directeur général des travaux publics, les gouverneurs des colonies du groupe et le commissaire de France au Togo sont chargés de l'application du présent arrêté, qui annule tous textes antérieurs comportant des dispositions contraires. La date d'entrée en vigueur du présent arrêté est fixée au 1^{er} janvier 1943.

Dakar, le 22 décembre 1942.

P. BOISSON.

Service du Trésor

ARRETE N° 4592 F. du 24 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 organisant le Gouvernement général de l'A. O. F.;

Vu l'ordonnance n° 15 de l'amiral de la flotte, haut commissaire de l'Afrique française;

Vu l'ordonnance n° 35 de l'amiral de la flotte, haut commissaire de l'Afrique française;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le service du trésor est assuré dans les territoires relevant de l'autorité du gouverneur général de l'Afrique occidentale française :

1° — Par le trésorier général de l'Afrique occidentale française, résidant à Dakar;

2° — Par un trésorier-payeur au Togo et dans chaque colonie du groupe, à l'exception de la Mauritanie, rattachée au Sénégal.

La résidence des trésoriers-payeurs est ainsi fixée :
Trésorier-payeur du Sénégal et de la Mauritanie à Saint-Louis;

Trésorier-payeur de la Côte d'Ivoire à Abijan;

Trésorier-payeur du Soudan à Bamako;

Trésorier-payeur de la Guinée à Conakry;

Trésorier-payeur du Dahomey à Porto-Novo;

Trésorier-payeur du Niger à Niamey;

Trésorier-payeur du Togo à Lomé.

ART. 2. — Le trésorier général de l'Afrique occidentale française effectue dans sa circonscription financière et centralise pour le reste, sous sa responsabilité les opérations du budget général et de ses budgets annexes, du budget de l'Etat, des services de trésorerie, de la caisse des dépôts et consignations et de

la caisse des invalides de la marine qui s'exécutent en Afrique occidentale française et au Togo et dont il est le comptable.

Il tient les comptes de la caisse de réserve du budget général et des fonds spéciaux des budgets annexes.

Il constitue les provisions pour les paiements à effectuer hors de l'Afrique occidentale française et du Togo pour le compte du budget général et de ses budgets annexes. Il est chargé de la réintégration de ces provisions.

Le trésorier général fait procéder aux mouvements de fonds entre les trésoreries sur la demande des trésoriers-payeurs qui doivent lui adresser chaque mois la situation de leur trésorerie et l'état de leurs besoins pour les mois suivants.

Le gouverneur général est avisé des mouvements de fonds par les soins du trésorier général, avant leur exécution.

ART. 3. — Le personnel des trésoreries de l'Afrique occidentale française et au Togo est placé sous la direction du trésorier général, dont l'autorité s'exerce sous le contrôle du gouverneur général de l'Afrique occidentale française.

Le personnel se compose de trésoriers-payeurs ou particuliers, de payeurs, de commis principaux et de commis de trésorerie.

L'affectation du personnel du trésor aux colonies du groupe ou au Togo et l'affectation des payeurs à leur poste est faite par le gouverneur général, sur la proposition du trésorier général. L'affectation aux autres emplois est prononcée dans chaque colonie ou territoire par le gouverneur, sur la proposition du trésorier-payeur.

Le pouvoir disciplinaire est exercé vis-à-vis du personnel du trésor par le gouverneur général, le trésorier général et les trésoriers-payeurs dans la limite de leurs attributions respectives.

ART. 4. — Le trésorier général reçoit les circulaires, lettres communes ou instructions relatives à l'exécution du service du trésor en A. O. F. ainsi que les directives du gouverneur général relatives à la réglementation financière locale et les transmet aux trésoriers-payeurs.

Les trésoriers-payeurs saisissent le trésorier général de toutes les difficultés nées à l'occasion de leur service.

ART. 5. — Les trésoriers-payeurs sont chargés d'effectuer ou de centraliser, sous leur responsabilité et sous l'autorité du trésorier général, les opérations des budgets locaux des colonies ou territoires de leur circonscription financière. A ce titre ils ont une gestion personnelle et sont justiciables de la cour des comptes.

Les trésoriers-payeurs effectuent pour le compte du trésorier général les opérations concernant le budget général et ses budgets annexes, le budget de l'Etat, les services de trésorerie, de la caisse des dépôts et consignations et de la caisse des invalides de la marine.

Ils constituent les provisions pour le paiement des dépenses du budget local de leur colonie hors de l'Afrique occidentale française.

Les paiements effectués par les trésoriers-payeurs pour le compte du budget d'une autre colonie ou territoire ou pour la partie du budget général et des budgets annexes qui s'exécute hors de leur circonscription sont imputés au compte « Paiements divers à transférer aux trésoreries coloniales ». Ces dépenses font

l'objet d'un règlement mensuel entre comptables et ne donnent pas lieu à la constitution préalable de provisions.

Les trésoriers-payeurs règlent les mouvements de fonds à l'intérieur de leur circonscription financière. Ils en avisent au préalable le chef de la colonie.

ART. 6. — Le trésorier général, les trésoriers-payeurs ou particuliers et les préposés du trésor ont droit au logement ou, à défaut, à l'indemnité de logement prévue par la réglementation en vigueur en Afrique occidentale française.

ART. 7. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures relatives à l'organisation du service du trésor en Afrique occidentale française.

Le présent arrêté est rendu exécutoire et applicable à partir du 1^{er} janvier 1943.

Dakar, le 24 décembre 1942.

P. BOISSON.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Impôt personnel

ARRETE N° 621 F. du 3 novembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 27 du 13 janvier 1937 réglementant l'impôt personnel et en fixant le taux et l'assiette, modifié par l'arrêté n° 600 du 14 novembre 1937;

Vu l'arrêté n° 28 du 13 janvier 1937 fixant le taux de la taxe due par les indigènes ayant un revenu inférieur à 10.000 francs;

Vu l'arrêté n° 296 du 14 juin 1941 fixant à nouveau le taux de la taxe due par les indigènes ayant un revenu inférieur à 10.000 francs;

Vu le décret du 22 mai 1942 modifiant les règles d'approbation des arrêtés du commissaire de France au Togo en matière fiscale;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation par le haut-commissaire de l'Afrique française en conseil de gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont modifiés comme suit les articles 1^{er} et 2 de l'arrêté n° 296 du 14 juin 1941 abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 1^{er} et 2 de l'arrêté n° 28 du 13 janvier 1937 :

« Art. 1^{er} (nouveau). — Par application des dispositions du dernier alinéa de l'article 3 de l'arrêté susvisé du 13 janvier 1937 le taux de la taxe due par les indigènes dont le revenu est inférieur à 10.000 francs est fixé ainsi qu'il suit :

1 ^{re} catégorie	200 francs
2 ^e catégorie	160 francs
3 ^e catégorie	120 francs
4 ^e catégorie	90 francs

CATÉGORIE ORDINAIRE CERCLE DE LOMÉ

(A l'exception de la commune mixte de Lomé et des salariés résidant dans des agglomérations) 80 francs

Commune mixte de Lomé et salariés résidant dans les agglomérations 63 francs

CERCLE D'ANÉCHO

(A l'exception des salariés résidant dans le centre urbain d'Anécho et les agglomérations) 80 francs

Salariés résidant dans le centre urbain d'Anécho et dans les agglomérations 63 francs

CERCLE DU CENTRE

(A l'exception des salariés résidant dans les centres urbains d'Atakpamé et Palimé et dans les agglomérations).

Subdivision d'Atakpamé :

Cantons de l'Adélé et de Kpessi et groupement Blitta 55 francs

Cantons de l'Akposso-Nord et de l'Akébou 65 francs

Canton de l'Akposso-Sud 77 francs

Canton de Nuafja 68 francs

Canton de Litimé 83 francs

Cantons d'Atakpamé (Gnagna, Djama et Woudou) 70 francs

Salariés résidant dans le centre urbain d'Atakpamé et dans les agglomérations 63 francs

Subdivision de Klouto :

(A l'exception canton Agotimé) 88 francs

Canton de l'Agotimé 68 francs

Salariés résidant dans le centre urbain de Palimé et dans les agglomérations 63 francs

CERCLE DE SOKODÉ

Subdivision de Sokodé 31 francs

Subdivision de Lama-Kara 24 frs., 50

Subdivision de Bassari :

(A l'exception canton Konkombas) 27 francs

Cantons de Konkombas 23 francs

SUBDIVISION AUTONOME DE MANGO

(A l'exception cantons Konkombas; Lambas et Tambermas) 30 francs

Cantons Konkombas 23 francs

Cantons Lambas 19 francs

Cantons Tambermas 19 francs

ART. 2. — Sont classés dans la première catégorie les indigènes dont le revenu annuel est égal ou supérieur à 8.000 francs, mais inférieur à 10.000 frs.

Sont classés dans la 2^e catégorie les indigènes dont le revenu annuel est égal ou supérieur à 6.000 francs, mais inférieur à 8.000 francs.

Sont classés dans la 3^e catégorie les indigènes dont le revenu annuel est égal ou supérieur à 5.000 francs, mais inférieur à 6.000 francs.

Sont classés dans la 4^e catégorie les indigènes dont le revenu annuel est égal ou supérieur à 4.000 francs, mais inférieur à 5.000 francs.

Le classement des contribuables dans l'une des 4 catégories ci-dessus ainsi que dans la catégorie des salariés bénéficiant d'un traitement spécial est effectué par une commission présidée selon les cas (commune mixte, cercle ou subdivision) par l'administrateur-maire, le commandant ou le chef de la subdivision et comprenant deux membres choisis par le commandant de cercle au sein du conseil des notables.

Sont considérés comme entrant en catégorie ordinaire, en dehors des exceptions, tous les autres indigènes.

ART. 3. — Le présent arrêté, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1943, sera enregistré, communiqué publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 novembre 1942.

P. SALICETI

Approuvé par T. O. n° 2 F.3/c. D. en date 2 janvier 1943 du gouverneur général de l'A. O.

Prestations

ARRETE N° 622 F. da 3 novembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 29 du 13 janvier 1937 réglementant la siette des prestations;

Vu l'arrêté n° 602 du 14 novembre 1937 fixant le nombre de journées de prestations et le taux de conversion;

Vu le décret du 22 mai 1942 modifiant les règles d'approbation des arrêtés du commissaire de France au Togo matière fiscale;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation par le haut-commissaire l'Afrique française en conseil de Gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est modifié comme suit tableau inséré à l'article 2 de l'arrêté n° 602 du 14 novembre 1937 fixant par circonscription le nombre de journées de prestations et le taux de conversion:

CIRCONSCRIPTIONS	NOMBRE DE JOURNÉES	TAUX	TOT.
<i>Cercle de Lomé</i>			
Commune mixte de Lomé	2	5	10
Subdivisions Lomé et Tsévié	5	5	25
<i>Cercle d'Anécho</i>			
Centre urbain d'Anécho Zébé	2	5	10
Tous cantons	5	5	25
<i>Cercle du Centre</i>			
Centre urbain d'Atakpamé	2	3,50	7
Centre urbain de Palimé	2	5	10
Subdivision d'Atakpamé	6	2,50	15
Subdivision de Klouto	6	3	18
<i>Cercle de Sokodé</i>			
Subdivision de Sokodé	10	2,50	25
Subdivision de Bassari	10	2	20
Subdivision de Lama-Kara	8	2	16
Subdivision autonome de Mango	10	1,25	12,50

ART. 2. — Le présent arrêté, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1943, sera enregistré, communiqué publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 novembre 1942.

P. SALICETI

Approuvé par T. O. n° 2 F.3/c. D. en date 2 janvier 1943 du gouverneur général de l'A. O.

ARRETE N° 771 F. du 31 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 29 du 13 janvier 1937 réglementant l'assiette des prestations;

Vu l'arrêté n° 622 F. du 3 novembre 1942 fixant à nouveau le nombre de journées de prestations et le taux de conversion;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est modifié comme suit l'article premier de l'arrêté n° 622 F. du 3 novembre 1942 susvisé :

CIRCONSCRIPTIONS	NOMBRE DE JOURNÉES	TAUX	TOTAL
Cercle de Sokodé Subdivision de Sokodé.	10.—	2.—	20.—

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1943, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1942.

P. SALICETI.

ARRETE N° 623 F. du 3 novembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 160 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 29 du 13 janvier 1937 réglementant l'assiette de l'impôt des prestations dans le territoire du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation du haut-commissaire de l'Afrique française en conseil de Gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'impôt des prestations en nature donne lieu chaque année à l'établissement d'un rôle numérique par cercle ou par subdivision selon le cas.

ART. 2. — Le rôle comprend autant d'articles qu'il y a de villages dans la circonscription administrative intéressée.

Il est arrêté en journées et en valeur, selon le taux de rachat fixé chaque année conformément aux dispositions de l'arrêté n° 29 du 13 janvier 1937 et

rendu exécutoire par le commissaire de France qui en adresse aussitôt une expédition au commandant de cercle ou chef de subdivision.

ART. 3. — Le commandant de cercle ou chef de subdivision en émerge les divers articles du rôle au fur et à mesure de leur acquittement et notamment aux dates ci-après.

Au 31 mars, 30 juin et 31 décembre de chaque année il établit un rôle de régularisation des prestations en nature effectuées, retraçant par article le nombre de journées de prestations effectivement acquittées au cours de chacune de ces périodes.

Le rôle de régularisation est arrêté en valeur et transmis à l'agent comptable, qui en inscrit le montant des recettes et en dépenses dans son livre-journal, après établissement de l'ordre de recette et du mandat de paiement correspondant.

Le rôle de régularisation reste annexé à la comptabilité de l'agent comptable.

ART. 4. — Les pièces de comptabilité relatives à l'exécution des prestations en nature sont régularisées par l'ordonnateur dans les mêmes conditions que les autres pièces de recettes ou de dépenses établies par l'agent comptable; elles donnent lieu à l'émission d'un mandat au profit du trésorier-payeur qui prend alors en charge le rôle de régularisation à lui adressé par l'ordonnateur.

ART. 5. — Le présent arrêté, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1943, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 novembre 1942.

P. SALICETI.

Approuvé par T. O. n° 2 F.3/C. D. en date du 2 janvier 1943 du gouverneur général de l'A. O. F.

Patentes**ARRETE N° 624 F. du 3 novembre 1942.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret n° 1523 du 22 mai 1942 modifiant les règles d'approbation des arrêtés du commissaire de France au Togo en matière fiscale;

Vu l'arrêté n° 654 du 27 octobre 1933 réglementant l'impôt de la patente au Togo, modifié par l'arrêté n° 501 du 9 novembre 1935;

Vu les arrêtés n° 33 et 34 du 13 janvier 1937 et n° 298 du 14 juin 1941 modifiant les taux des patentes;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation par le haut-commissaire de l'Afrique française en conseil de Gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau annexé à l'arrêté n° 33 du 13 janvier 1937 susvisé est modifié comme suit :

QUALIFICATION	CLASSE	TAUX
GROUPE B		
<i>Industries et Métiers</i>		
Bottier et cordonnier	Lomé. 12	100,—
	Autres lieux 15	50,—
Boulangier (Lomé)	11	150,—
Tailleur travaillant seul (Lomé)	13	75,—
— ayant moins de 3 ouvriers (Lomé)	11	150,—
— ayant plus de 3 ouvriers (Lomé)	9	270,—
GROUPE C		
<i>Commerce</i>		
Acheteurs de produits du crû	1° — Acheteurs de gros ou demi-gros de produits du crû et indigènes rétribués ou non par des maisons de commerce non gérants de comptoirs et s'occupant d'achats de gros ou demi-gros de produits du crû	3 2.150,—
	2° — Tous autres acheteurs de produits du crû y compris les acheteurs de récoltes sur pieds — Cercles de Lomé, Aného et du Centre	5 800,—
	Cercle de Sokodé	8 400,—
	Subdivision de Mango	9 270,—
<i>Commerce de détail</i>		
Revendeurs en boutiques d'articles d'importation — Centres de Lomé, Aného, Atakpamé, Palimé	8	400,—
Tous autres centres et lieux	10	200,—
Revendeurs sur les marchés autres que ceux de la Commune-Mixte de Lomé de produits d'importation — Cercles de Lomé et Aného, et Centres d'Atakpamé et Palimé	10	200,—
Tous autres centres et lieux	12	100,—

ART. 2. — Le présent arrêté, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1943, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 novembre 1942.

P. SALICETI.

Approuvé par T. O. n° 2 F.3/C. D. en date du 2 janvier 1943 du gouverneur général de l'A. O. F.

Taxe sur bicyclettes

ARRETE N° 625 F. du 3 novembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret n° 1823 du 22 mai 1942 modifiant les règles d'approbation des arrêtés du commissaire de France au Togo en matière fiscale;

Vu l'arrêté n° 37 du 13 janvier 1937 portant règlementation de la taxe sur les bicyclettes;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation du haut-commissaire de l'Afrique française en conseil de Gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est porté à trente francs (30 frs.) le taux de la taxe sur les bicyclettes prévu à l'article 3 de l'arrêté n° 37 du 13 janvier 1937 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1943, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 novembre 1942.

P. SALICETI.

Approuvé par T. O. n° 2 F.3/C. D. en date du 2 janvier 1943 du gouverneur général de l'A. O. F.

Impôts.

ARRETE N° 694 C. D. du 8 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la circulaire 1.003 F.3 du 11 novembre 1942 de M. le haut-commissaire de l'Afrique française, modifiant la réglementation des impôts directs;

Vu l'arrêté n° 576 du 16 octobre 1941, instituant un impôt cédulaire et un impôt général sur le revenu;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation de M. le haut-commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 6, 7, 13, 14, 15, 16, 20, 55, 56, 66, 68 de l'arrêté n° 576 du 16 octobre 1941 relatif aux impôts cédulaires et à l'impôt général sur le revenu sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 6. — Sous réserve de la déduction des revenus fonciers et mobiliers prévue à l'article 8 ci-après le bénéfice imposable est le bénéfice net, déterminé d'après les résultats de l'ensemble des opérations de toute nature effectuées par les entreprises, y compris notamment les cessions d'éléments quelconques de l'actif en cours ou en fin d'exploitation.

« Le bénéfice net est constitué par la différence entre les valeurs de l'actif net à la clôture et à l'ouverture de la période dont les résultats doivent servir de base à l'impôt, diminuée des suppléments d'apports et augmentée des prélèvements effectués au cours de cette période par l'exploitation ou par les sociétés. L'actif net s'entend de l'excédent des valeurs d'actif sur le total formé au passif par les créances des tiers, les amortissements et les provisions justifiées.

« Le bénéfice net est établi après la déduction de toutes les charges, celles-ci comprenant notamment :

1° — Les frais généraux de toute nature, les dépenses de personnel et de main-d'œuvre, les loyers des immeubles dont l'entreprise est locataire;

2° — Les amortissements réellement effectués par l'entreprise, dans la limite généralement admise d'après les usages, y compris les amortissements qui auraient été différés au cours d'exercices antérieurs déficitaires;

3° — Les impôts à la charge de l'entreprise, mis en recouvrement au cours de l'exercice, y compris l'impôt foncier. Si ultérieurement des dégrèvements sont accordés sur ces impôts, leur montant sera pris en compte dans les recettes de l'exercice au cours duquel l'exploitant aura été avisé de ces dégrèvements;

4° — Les provisions constituées en vue de couvrir des pertes ou charges que des événements en cours rendent probables et qui devront être précisées.

« Des arrêtés locaux déterminant les conditions dans lesquelles sont admises :

a) Les provisions destinées, en sus des amortissements normaux, au renouvellement de l'outillage et du matériel;

b) Les provisions destinées au renouvellement des stocks.

« Les provisions qui, en tout ou en partie, auront reçu un emploi non conforme à leur destination ou seront devenues sans objet au cours d'un exercice devront être comprises dans les recettes de cet exercice. Lorsque l'incorporation n'aura pas été effectuée par l'entreprise elle-même, le service de l'assiette procédera de sa propre autorité aux redressements nécessaires dès qu'il constate que les provisions sont devenues sans objet. Dans ce cas, les provisions seront, s'il y a lieu, incorporées dans les recettes du plus ancien des exercices soumis à la vérification;

5° — Le montant des transactions, amendes, confiscations ou pénalités infligées en application des dispositions de la réglementation relative aux prix, au contrôle des prix et des stocks, au ravitaillement et à la répartition ne peut être compris dans les frais généraux ni admis en déduction des bénéfices soumis à l'impôt.

« Art. 7. — Par dérogation aux dispositions du 1^{er} alinéa de l'article précédent, les plus-values provenant de la cession en cours d'exploitation d'éléments de l'actif immobilisé autres que le portefeuille ne seront pas comprises dans le bénéfice imposable de l'exercice au cours duquel elles ont été réalisées. Toutefois, le contribuable devra prendre l'engagement de réinvestir, dans la colonie où est situé l'établissement, avant l'expiration d'un délai de trois ans à partir de la clôture de l'exercice en question, en immobilisations autres que des valeurs mobilières ou des participations, une somme égale au montant de ces plus-values et au prix de revient des éléments cédés.

« Si le remploi est effectué dans ces conditions, les plus-values distraites du bénéfice imposable seront considérées comme affectées à l'amortissement des nouvelles immobilisations et viendront en déduction du prix de revient à reconstituer au moyen des amortissements annuels prélevés sur les bénéfices. Dans le cas contraire, elles seront comprises dans le bénéfice imposable de l'exercice au cours duquel le délai de trois ans prévu ci-dessus sera arrivé à expiration.

« Art. 16. — Les contribuables sont tenus de déclarer au chef du service des contributions directes avant le 28 février de chaque année le montant de leur

bénéfice imposable pour l'année ou l'exercice précédent. Si l'exploitation a été déficitaire, la déclaration du déficit est produite dans le même délai.

« En outre, les entreprises exerçant leur activité dans deux ou plusieurs colonies, ou dont le siège social est situé hors de l'A. O. F., ou du Togo, devront déclarer au directeur des contributions directes de l'A. O. F., à Dakar, chaque année ou pour chaque exercice, avant le 31 mars, le montant du bénéfice global qui aura été réalisé en A. O. F. et au Togo. A cette déclaration globale seront jointes les copies des déclarations qui auront été établies dans chaque colonie du groupe ou au Togo et adressées au chef du service des contributions directes de chaque territoire.

« Art. 20. — Pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dû par les entreprises situées hors de la colonie, les bénéfices indirectement transférés à ces dernières, soit par la majoration ou la diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen seront incorporés dans les bénéfices constatés d'après les écritures comptables. Il en sera de même pour les entreprises placées sous la dépendance d'un particulier d'une société ou d'un groupe contrôlant en même temps des entreprises situées hors de la colonie.

« A défaut d'éléments précis pour opérer les redressements prévus à l'alinéa précédent, les produits imposables seront déterminés par comparaison avec ceux des entreprises similaires exploitées normalement.

« Art. 55. — Lorsqu'un contribuable bénéficie à la fois de revenus provenant de l'exercice de professions commerciales, industrielles ou non commerciales et des revenus provenant soit de traitements, salaires, pensions ou rentes viagères, soit d'une profession artisanale ou assimilée, l'ensemble est imposé au titre de la cédula dont relève le revenu le plus élevé.

« Art. 56. — Pour le calcul de l'impôt sur les traitements publics et privés, les indemnités et émoluments, les salaires, les pensions et les rentes viagères, la tranche de revenu n'excédant pas 20.000 francs est affranchie de tout impôt, la tranche de 20.000 frs. à 50.000 francs n'est comptée que pour 25%, celle de 50.000 à 75.000 francs pour 50% et la partie excédant 75.000 francs pour la totalité.

Pour le calcul de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales, aucun abattement n'est appliqué au bénéfice imposable.

« Art. 66. — N'entrent pas en compte pour la détermination des sommes passibles de l'impôt :

Les intérêts des bons du trésor et les bons de la défense nationale à échéance de trois ans au plus ou ceux dont l'exonération de l'impôt est accordée par décret;

Les arrérages de la rente amortissable 3% 1942 payés jusqu'au 31 décembre 1943;

Les lots ainsi que les primes de remboursement attachés aux bons et obligations émis avec l'autorisation du ministre des finances;

Les pensions, prestations et allocations exonérées de l'impôt cédulaire;

Les lots de la loterie de l'A. O. F. et de la loterie nationale métropolitaine.

« Art. 68. — Sont exonérés de l'impôt général sur le revenu les remboursements et amortissements totaux ou partiels effectués par les sociétés sur le montant de leurs actions, parts d'intérêts ou commandites avant leur dissolution ou leur mise en liquidation lorsque ces remboursements sont exemptés de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers aux termes de l'arrêté réglementant cet impôt. Sont également exonérés de l'impôt général sur le revenu, en cas de distribution de réserves sous forme d'augmentation de capital ou au cas de fusion de sociétés, l'attribution gratuite d'actions, de parts bénéficiaires, de parts sociales ou d'obligations, ou les plus-values résultant de cette attribution, dans la mesure où elles bénéficient les unes ou les autres de l'exemption de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.

« Toutefois, dans les cas de déchéance, ces attributions ou plus-values sont considérées comme un revenu imposable au titre de l'année qui suivra celle de la déchéance pour les porteurs de titres qui ont bénéficié personnellement des immunités accordées par le présent texte.

« Les plus-values résultant de fusions de sociétés réalisées dans les conditions prévues par l'arrêté codifiant l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers et enregistrées avant le 1^{er} janvier 1943 restent soumises à l'impôt général sur le revenu au titre de l'année qui suivra l'année de la dissolution de la société absorbante nouvelle ou l'année du remboursement total ou partiel, sous quelque forme qu'il soit effectué, des actions, parts bénéficiaires, parts sociales ou obligations attribuées gratuitement ».

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté seront applicables à partir du 1^{er} janvier 1943.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 décembre 1942.

P. SALICETI.

Approuvé par T. O. n° 2 F.3/C. D. en date du 2 janvier 1943 du gouverneur général de l'A. O. F.

ARRETE N° 695 C. D. du 8 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la circulaire 1.003 r.3 de M. le gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation de M. le haut-commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il ne sera plus perçu de majoration pour frais d'avertissement en matière d'impôts directs et de taxes assimilées.

ART. 2. — Les cotes relatives aux impôts directs et taxes assimilées seront arrondies au franc supérieur. Il en sera de même pour les droits perçus en sus, majorations, réductions et dégrèvements.

ART. 3. — Les dispositions du présent arrêté s'appliqueront à partir du 1^{er} janvier 1943.

Lomé, le 8 décembre 1942.

P. SALICETI.

Approuvé par T. O. n° 2 F. 3/C. D. en date du 2 janvier 1943 du gouverneur général de l'A. O. F.

Droits d'enregistrement et de timbre

ARRETE N° 696 Dom. du 8 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 74;

Vu l'arrêté n° 318 du 25 juin 1941 portant établissement de l'enregistrement et du timbre au territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Ajouter à l'article 290, l'alinéa suivant :

« le tarif du droit établi par l'alinéa ci-dessus est fixé à dix centimes par cent francs ».

ART. 2. — Ajouter à l'article 297, l'alinéa suivant :

« son tarif est fixé à dix centimes par cent francs ».

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 décembre 1942.

P. SALICETI.

Approuvé par T. O. n° 4 F.4 en date du 2 janvier 1943 du gouverneur général de l'A. O. F.

Produits oléagineux

ARRETE N° 708 A. E. du 15 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, et notamment l'article 2;

Vu l'avis favorable de la commission des prix en date du 5 décembre 1942;

Vu le T. O. n° 370 s. e. p. du 5 octobre 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française;

Vu les T. O. n°s 464 s. e. p. du 2 décembre 1942 et 462 s. e. p. du 4 décembre 1942;

Sous réserve de l'approbation du haut-commissaire de l'Afrique française prévue à l'article 2 de la loi du 14 mars 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix d'achat aux producteurs et aux intermédiaires, pour la campagne 1942-43, sont fixés comme suit :

CENTRES D'ACHAT	PRIX AUX INTERMÉDIAIRES demi-gros (la tonne)	PRIX AUX PRODUCTEURS		PRIX AUX INTERMÉDIAIRES demi-gros (la tonne)	PRIX AUX PRODUCTEURS (la tonne)
		LA TONNE	L'ESTAGNON		
HUILE DE PALME					
Lomé	3.600	3.464	61	1.800	1.765
Agouévé	3.574	3.425	60	1.782	1.722
Sanguara	3.563	3.417	60	1.775	1.715
Mission-Tové	3.395	3.249	57	1.673	1.613
Noépé	3.540	3.394	59	1.764	1.704
Tsévié	3.527	3.381	59	1.757	1.697
Badja	3.513	3.367	59	1.749	1.689
Anécho	3.502	3.356	59	1.742	1.682
Assahoun	3.489	3.343	59	1.736	1.676
Agbelouvhé	3.469	3.323	58	1.724	1.664
Tovégan	3.466	3.320	58	1.722	1.662
Nuatja	3.409	3.263	57	1.687	1.627
Agou-gare	3.396	3.250	57	1.681	1.621
Palimé	3.368	3.222	56	1.648	1.588
Atakpamé	3.283	3.137	55	1.608	1.548
Akoviépé	3.406	3.260	57	1.679	1.619
Gapé	3.354	3.208	56	1.651	1.591
Kévé	3.496	3.350	59	1.738	1.678
Tabligbo	3.035	2.889	51	1.434	1.374
Ahepé	2.920	2.774	49		
Kouvé	2.920	2.774	49		
Gboto	2.958	2.812	49	1.350	1.290
Tchèkpo	3.391	3.245	57	1.374	1.314
Vogan	3.266	3.120	55		
Afagnagan	3.161	3.015	53		
Agomé-Glozou	3.035	2.889	51	1.422	1.362
Aveve	3.199	3.053	53		
Sévagan	3.199	3.053	53		
Agouégan	3.381	3.235	57		
Anié				1.606	1.546
Blittah				1.538	1.478
COPRAH					
Lomé	3.550	3.500			
Anécho	3.492	3.417			
ARACHIDES					
Lomé	2.650	2.600			
Blittah	2.432	2.367			
RICIN					
Lomé	3.600	3.550			
Noépé	3.564	3.489			
Tsévié	3.557	3.482			
Badja	3.549	3.474			
Anécho	3.542	3.467			
Assahoun	3.536	3.461			
Agbelouvhé	3.524	3.449			
Nuatja	3.487	3.412			
Agou-gare	3.481	3.406			
Palimé	3.448	3.373			
Atakpamé	3.408	3.333			
Anié	3.406	3.331			
Blittah	3.338	3.263			

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 15 décembre 1942.

P. SALICETI.

Approuvé par câblogramme n° 502 S. E. P. en date du 24 décembre 1942 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française.

Cacao

ARRETE N° 710 A. E. du 15 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, notamment l'article 2;

Vu l'avis favorable de la commission des prix en date du 5 décembre 1942;

Vu les T. O. n°s 404 S. E./P. du 28 octobre 1942, 464 S. E./P. du 2 décembre 1942 et 462 S. E./P. du 4 décembre 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française;

Sous réserve de l'approbation du haut-commissaire de l'Afrique française prévue par l'article 2 de la loi du 14 mars 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix d'achat aux producteurs et aux intermédiaires pour le cacao (campagne 1942-43), sont fixés comme suit :

CENTRES D'ACHAT	PRIX aux intermédiaires DEMI-GROS (tonne)	PRIX aux producteurs (tonne)
Lomé	6.100	5.950
Agou	5.928	5.753
Palimé	5.892	5.717
Atakpamé	5.837	5.662
Badou	4.890	4.715

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 15 décembre 1942.

P. SALICETI.

Approuvé par câblogramme n° 502 S. E. P. en date du 24 décembre 1942 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française.

ARRETE N° 752 A. E. du 26 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 S. E./C. 5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoires en matière de prix et stocks;

Vu l'arrêté n° 472 A. E. du 1^{er} septembre 1942 portant fermeture de la campagne d'achat du cacao;

Vu l'avis de la chambre de commerce;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La date d'ouverture de la campagne d'achat du cacao est fixée au 1^{er} janvier 1943.

ART. 2. — Est abrogé l'arrêté 472 du 1^{er} septembre susvisé.

ART. 3. — Le présent arrêté sera communiqué, enregistré et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 décembre 1942.

P. SALICETI.

ARRETE N° 7 A. E. du 5 janvier 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 S. E./C. 5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoires en matière de prix et stocks;

Vu l'arrêté n° 752 A. E. du 26 décembre 1942 portant ouverture de la campagne d'achat du cacao;

Vu le T. O. n° 513 du 30 décembre 1942 du gouverneur général de l'A. O. F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les quantités de cacao à acheter au cours de la campagne d'achat ouverte par l'arrêté n° 752 A. E. du 26 décembre 1942 susvisé sont limitées à 3.000 tonnes (trois mille tonnes) à répartir comme suit :

Subdivision de Klouto 2.000 tonnes
Subdivision d'Atakpamé 1.000 tonnes

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 5 janvier 1943.

P. SALICETI.

Chambre de commerce

ARRETE N° 742 F. du 24 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'article 2 de l'arrêté n° 35 du 13 janvier 1937 portant attribution à la chambre de commerce d'une quote-part de 10% sur le produit des patentes;

Vu les circulaires n°s 991/F. et 999/F. des 7 et 10 novembre 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française;

Vu l'arrêté n° 735 A. P. A. du 21 décembre 1942 portant réorganisation financière des communes mixtes au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogées pour compter du 1^{er} janvier 1943 les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 35 du 13 janvier 1937 portant attribution à la chambre de commerce d'une quote-part de 10% sur le produit des patentes.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 décembre 1942.

P. SALICETI.

Sociétés indigènes de prévoyance

ARRETE N° 743 F. du 24 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo, modifié par le décret du 31 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 552 en date du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, modifié par l'arrêté n° 116 du 24 février 1938;

Vu les arrêtés nos 388 et 589 des 17 juillet et 14 novembre 1937 portant création des différentes sociétés indigènes du territoire, modifiés par l'arrêté n° 28 du 17 janvier 1939;

Vu l'avis des présidents des S. I. P. intéressées;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles sont fixés pour l'année 1943 ainsi qu'il suit :

	Frs.
Société indigène de prévoyance de Lomé	10,—
Société indigène de prévoyance de Tsévié	7,50
Société indigène de prévoyance d'Anécho	7,50

Société indigène de prévoyance d'Atakpamé :

a) Section du Litimé	10,50
b) Section d'Atakpamé-Niania, Djama et Woudou	9,50
c) Section de l'Akébou, de l'Akposso-Nord et Sud	9,—
d) Section de l'Adélé, de Kpessi et groupe-ment Blitta	8,—

Société indigène de prévoyance de Klouto :

a) Toutes sections à l'exception de l'Agotimé	10,50
b) Section de l'Agotimé	7,—
Sociétés indigènes de prévoyance de Sokodé, Lama-Kara, Bassari et Mango	5,—

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 décembre 1942.

P. SALICETI.

N° 893 A. E. — Par décision du commissaire de France au Togo en date du :

24 décembre 1942. — La commission centrale de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance est nommée comme suit pour l'année 1943 :

M. Guillou, administrateur en chef des colonies

Président

M.M. Le chef du bureau des finances,

Le chef du bureau des affaires économiques,

Le chef du service de l'agriculture,

L'inspecteur vétérinaire,

Le président de la S. I. P. de Lomé-Tsévié,

Membres

Trosselly, agent de la société commerciale de l'ouest africain,

de Souza Félicio, notable indigène,

Tamakloe Théophile, notable indigène.

N° 894 F. — Par décision du commissaire de France au Togo en date du :

24 décembre 1942. — Le conseil d'administration du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance est composé ainsi qu'il suit pour l'année 1943 :

M. Roche, administrateur des colonies

Président

M.M. Le chef du bureau des finances, administrateur du fonds commun des

sociétés indigènes de prévoyance,

Le chef du bureau des affaires économiques,

Le chef du service de l'agriculture,

L'inspecteur vétérinaire,

Le président de la S. I. P. de Lomé-Tsévié,

Membres

Trosselly, agent de la S. C. O. A.,

de Souza Félicio, notable indigène,

Tamakloe Théophile, notable indigène,

Dégoul, secrétaire-trésorier du fonds commun des sociétés indigènes de

prévoyance.

M. le trésorier-payeur, délégué du commissaire de France.

Ecole professionnelle de Sokodé

N° 746 T. P. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

24 décembre 1942. — Les prix unitaires de la main-d'œuvre appliqués aux cessions de travaux faites par l'école professionnelle de Sokodé et fixés par l'article 2 de l'arrêté n° 611 du 31 octobre 1941 sont modifiés comme suit :

Heure de moniteur	2,50
Heure d'élève	0,85
Le reste sans changement.	

Enseignement

N° 747 E. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du 24 décembre 1942 :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 114 du 12 mars 1937 fixant l'organisation de l'internat d'Atakpamé.

ART. 2. — Des bourses scolaires, attribuées dans les conditions de l'arrêté n° 478 du 11 septembre 1939, pourront être octroyées aux élèves fréquentant le cours supérieur d'Atakpamé et étrangers à la localité.

Villages de ségrégation

DECISION N° 898 F. du 24 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 57 du 25 janvier 1938, portant réglementation des villages de ségrégation de lépreux;

Vu la décision n° 1 du 1^{er} janvier 1942 fixant pour l'année 1942 les taux de l'allocation attribuée aux chefs, secrétaires et lépreux des villages de ségrégation modifiée par décision n° 471 F. du 2 juillet 1942;

Vu l'avis des commandants des cercles du centre et de Sokodé;

Vu les prévisions budgétaires;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des allocations attribuées aux chefs, secrétaires et lépreux des villages de ségrégation sont fixés comme suit pour l'année 1943 :

CERCLE DU CENTRE

Village d'Akata-Djokpé

Chef de village 250 francs par mois
Secrétaire, aide-infirmier . . . 150 francs par mois

CERCLE DE SOKODÉ

Village de Kolowaré

Chef de village 150 francs par mois
Secrétaire 75 francs par mois

CATÉGORIES	CERCLES	VILLAGES	TAUX MENSUEL
a) Hommes, femmes et enfants, sans mutilation et susceptibles de travailler normalement	Centre	Akata	30,—
	Sokodé	Kolowaré	18,—
b) Hommes, femmes et enfants ayant une légère invalidité	Centre	Akata	30,—
	Sokodé	Kolowaré	24,—
c) Grands malades et vieillards	Centre	Akata	45,—
	Sokodé	Kolowaré	30,—
d) Grands malades, totalement impotents	Centre	Akata	70,—
	Sokodé	Kolowaré	40,—

ARTICLE 2. — Conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté du 25 janvier 1938, les lépreux sont classés dans les catégories susvisées par décision du commandant de cercle sur la proposition de la commission de surveillance et après avis du médecin, chef de la subdivision sanitaire.

ART. 3. — Par application des dispositions de l'arrêté n° 359 du 11 juin 1939 sont exemptées de l'arrondissement au franc voisin les allocations aux lépreux.

ART. 4. — Le montant de ces allocations sera imputé à la rubrique prévue au chapitre XIII du budget local pour la lutte contre les maladies endémo-épidémiques et sociales.

ART. 5. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 24 décembre 1942.

P. SALICETI.

Justice indigène

ARRETE N° 751 A. P. A. du 26 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté local n° 734 A. P. du 19 décembre 1942 portant création de juridictions indigènes dans le cercle de Mango;

Vu l'article 45 du décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'arrêté local n° 734 A. P. du 19 décembre 1942 susvisé est complété ainsi qu'il suit :

« Le tribunal criminel du cercle de Mango est composé de trois membres, savoir : le commandant de cercle, président; un assesseur européen désigné par le commissaire de France et un assesseur indigène pris, suivant l'ordre d'inscription, parmi les assesseurs du tribunal du deuxième degré ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 26 décembre 1942.

P. SALICETI.

Commune mixte

ARRETE N° 756 F. du 28 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment les articles 336 et 337;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932, déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes au Togo, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 578 du 20 novembre 1932, créant la commune mixte de Lomé, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 724 du 24 décembre 1941 portant approbation du budget primitif de la commune mixte de Lomé — exercice 1942;

Vu l'arrêté n° 372 F. du 7 juillet 1942 portant approbation du budget supplémentaire de la commune mixte de Lomé — exercice 1942;

Vu la délibération de la commission, en date du 9 décembre 1942;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La commune mixte de Lomé est autorisée à modifier comme suit les inscriptions prévues au budget primitif de l'exercice 1942 :

1^o — Chapitre I, article 2, paragraphe 1^{er}. — Solde et accessoires du personnel de la mairie : 81.000 frs. au lieu de 77.000 francs ;

2^o — Chapitre I, article 3, paragraphe 10. — Achat et entretien de matériel de transport : 9.300 francs au lieu de 7.300 francs ;

3^o — Chapitre I, article 10, paragraphe 2. — Eclairage des bâtiments de la commune (appartements du maire, bureaux, hygiène, voirie, état-civil, abattoir) ; achat de matériel de réparation, ampoules, etc. 12.500 francs au lieu de 11.000 francs ;

4^o — Chapitre I, article 12, paragraphe 2. — Solde et accessoires d'un surveillant de la voirie : 13.820 frs. au lieu de 13.620 francs.

ART. 2. — Ces ouvertures de crédits sont gagées sur les fonds libres du budget municipal et provenant du chapitre I, article 13, paragraphe 2 « entretien des véhicules » lequel se trouve ramené à 27.700 francs au lieu de 35.400 francs.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 décembre 1942.

P. SALICETI.

Budget local

Exercice 1943

ARRETE N° 757 F. du 29 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 70 ;

Vu l'arrêté n° 754 F. du 28 décembre 1942 portant fixation et arrêtant le projet de budget local du Togo pour l'exercice 1943 ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendu provisoirement exécutoire pour l'exercice 1943 le budget local approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 28 décembre 1942, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de QUATRE-VINGTS MILLIONS HUIT CENT QUARANTE NEUF MILLE FRANCS (80.849.000 frs.).

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1943 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 décembre 1942.

P. SALICETI.

ARRETE N° 754 F. du 28 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Le conseil d'administration entendu ;

Sous réserve d'approbation du gouverneur général de l'A. O. F. ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le projet de budget local du territoire du Togo pour l'exercice 1943 est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de QUATRE-VINGTS MILLIONS HUIT CENT QUARANTE NEUF MILLE FRANCS (80.849.000 frs.).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 décembre 1942.

P. SALICETI.

Approuvé par câblogramme n° C. 2 F. 1/D. en date du 2 janvier 1943 du gouverneur général de l'A. O. F.

C. F. T.

Budget annexe

Exercice 1943

ARRETE N° 758 C. F. T. du 29 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies notamment son article 70 ;

Vu l'arrêté n° 547 du 29 septembre 1942, portant fixation et arrêtant le projet de budget annexe de l'exploitation du réseau des chemins de fer du Togo et du wharf de Lomé de l'exercice 1943 ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendu provisoirement exécutoire le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer du Togo et du wharf de Lomé, pour l'exercice 1943, approuvé en conseil d'administration le 29 septembre 1942 et arrêté en recettes et dépenses, à la somme de VINGT-CINQ MILLIONS NEUF CENT VINGT-DEUX MILLE CENT FRANCS (25.922.100 frs.).

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet à compter du 1^{er} janvier 1943 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 décembre 1942.

P. SALICETI.

Prorogation de crédits

ARRETE N° 759 C. F. T. du 29 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo ;

Vu l'article 65 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 8 juin 1942 portant approbation du budget annexe du chemin de fer et du wharf du Togo — exercice 1942 (arrêté de promulgation n° 433 C. du 9 août 1942) ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est prorogé jusqu'au 28 février 1943, la période pendant laquelle pourront se consommer les frais de dépenses afférentes aux travaux ci-après désignés :

**Budget annexe de l'exploitation du chemin de fer
et du wharf**

CHAPITRE IV

GROSSES RÉPARATIONS

ART. 1^{er}. — § 1^{er}. — *Grosses réparations
aux bâtiments C. F. T.*

(Réaménagement clôtures C. F. T. et transformation gare G. V. Lomé).

ART. 1^{er}. — § 4. — *Grosses réparations
aux ouvrages d'art et à la plate-forme
de la voie ferrée*

(Confection de bases — Transformation de traverses — Renforcement de plan de pose à la carrière de Badja et au km. 31 ligne Palimé).

CHAPITRE XIII

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

ART. 1^{er}. — § 1^{er}. — *Réfection et ballastage
de la voie*

(Carrière Lilikové et km. 259 ligne d'Atakpamé).

ART. 1^{er}. — § 2. — *Travaux neufs —
Bâtiments du chemin de fer*

(Construction gares Kévé, Awagomé, Palakoko).

ART. 2. — Le directeur du réseau des chemins de fer du Togo, sous-ordonnateur du budget annexe, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 29 décembre 1942.

P. SALICETI.

ARRETE N° 764 F. du 30 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;
Vu l'article 65 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 22 mai 1942 portant approbation du budget local du Togo — exercice 1942;

Vu les rapports des chefs de service et commandants de cercle intéressés attestant que les travaux faisant l'objet du présent arrêté sont en cours d'exécution mais ne pourront être achevés avant le 31 décembre 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est prorogée jusqu'au 28 février 1943 la période pendant laquelle pourront se consommer les frais afférents aux dépenses de matériel ci-après désignés :

Subdivision des travaux publics du Sud

CHAPITRE XI-3-4

Adduction d'eau de Lomé.

Section radioélectrique

CHAPITRE X-2-2

Installation station radio de Mango.

Subdivision de Lomé

CHAPITRE XI-2-1

Grosses réparations aux immeubles.

CHAPITRE XI-2-2

Réparations aux routes de Djagblé.

CHAPITRE XI-3-1

Construction école de Sagbado.

Subdivision de Tsévié

CHAPITRE XI-2-1

Réfection marché de Tsévié.

Cercle d'Aného

CHAPITRE X-8-10

Usine de Tokpli.

CHAPITRE XI-4-1

Aménagement nouveau camp de milice.

Subdivision de Klouto

CHAPITRE XI-1-4

Entretien des routes et ponts.

CHAPITRE XI-2-1

Hangar chambre de commerce.

Service de l'enseignement

CHAPITRE XI-4-1

Aménagement terrain route de Bè.

Subdivision d'Atakpamé

CHAPITRE VII-6-2

Achat de matériel et outils.

CHAPITRE VII-6-6

Construction d'abris.

CHAPITRE VII-7-1

Délimitation et abornement.

CHAPITRE XI-2-1

Dispensaire et école d'Anié.

Subdivision des travaux publics du Nord

CHAPITRE XI-2-2

Réfection platelage ponts allemands.
Réfection platelage ponts Pessidé.

CHAPITRE XXII-1-5

Pont de la Poundja.

Subdivision de Sokodé

CHAPITRE V-3-3

Entretien du matériel et du mobilier.

CHAPITRE XI-1-2

Entretien des immeubles.

CHAPITRE XXI-2-1

Prophylaxie agronomique.

CHAPITRE XXI-3-1

Entretien des bâtiments.

Subdivision de Lama-Kara

CHAPITRE XI-3-2

Route Sirka Kéao.

CHAPITRE XXI-2-1

Prophylaxie agronomique.

CHAPITRE XXI-3-1

Entretien des immeubles.

Subdivision de Bassari

CHAPITRE XXI-3-1

Entretien des immeubles.

Subdivision de Mango

CHAPITRE XI-2-1

Réfection case du médecin.

CHAPITRE XXI-3-2

Constructions cases et hangars.

ART. 2. — Le chef du service des travaux publics et les commandants des cercles de Lomé, d'Anécho et du Centre ainsi que le chef de la subdivision autonome de Mango sont chargés, chacun en ce qui le concerne, du contrôle de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1942.

P. SALICETI.

Métis

N° 761 F. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

29 décembre 1942. — Sont fixés comme suit pour l'année 1943 les taux journaliers des allocations aux enfants métis :

AGES	MÉTIS ENTRETENUS PAR LES FAMILLES OU ABANDONNÉS	MÉTIS ENTRETENUS PAR LES MISSIONS ET LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS OU PRIVÉS
Jusqu'à 7 ans . . .	1 ^{fr} .50	2 ^{fr} .50
de 7 à 10 ans . . .	2 ^{fr} .—	3 ^{fr} .25
de 10 à 16 ans . . .	3 ^{fr} .—	4 ^{fr} .50

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1943.

Produits et denrées de première nécessité

ARRETE N° 765 A. E. du 30 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat d'État aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 S. E./C. 5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoires en matière de prix et stocks;

Vu l'arrêté n° 663 A. E. du 26 novembre 1942 fixant les modalités de vente de certaines marchandises d'importation au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La vente des denrées ci-après désignées, pendant le mois de janvier 1943, est subordonnée à la remise par l'acheteur d'un ticket détaché du feuillet « Denrées diverses ».

Le ticket I donnera droit à 1 litre d'huile comestible;

Le ticket J donnera droit à 1 kilo de sucre;

Le ticket K donnera droit à 1 kg. 500 de savon;

Le ticket L donnera droit à 4 boîtes 1/4 club conserve de poisson;

Le ticket M donnera droit à 4 boîtes de 0 kg. 500 de conserve de légumes;

Le ticket N donnera droit à 100 grammes conserve de tomate;

Le ticket O donnera droit à 1 paquet allumettes;

Le ticket P donnera droit à 50 centilitres de vinaigre;

Le ticket Q donnera droit à 500 grammes de pâte alimentaire;

Le ticket R donnera droit à 5 lames de rasoir.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 30 décembre 1942.

P. SALICETI.

Organisation administrative

ARRETE N° 767 F. du 31 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;
Vu l'arrêté n° 270 du 21 mai 1939 fixant l'organisation et les attributions des bureaux du Commissariat de la République;

Vu l'arrêté n° 332 du 30 juin 1940 portant modification à l'arrêté du 21 mai 1939 susvisé;

Vu les nécessités du service;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'arrêté n° 332 du 30 juin 1940 portant modification à l'arrêté n° 270 du 21 mai 1939.

ART. 2. — L'arrêté n° 270 du 21 mai 1939 fixant l'organisation et les attributions des bureaux du Commissariat de France est modifié comme suit :

Cabinet du commissaire de France

3^e — BUREAU DU PERSONNEL

(Attributions sans changement)

ART. 3. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1943 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1942.

P. SALICETI.

Conseil d'arbitrage

ARRETE N° 769 A. P. A. du 31 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 29 décembre 1922 portant réglementation en matière de travail indigène;

Vu l'arrêté n° 261 du 15 mai 1928 fixant les détails d'application du décret du 29 décembre 1922;

Vu les arrêtés n° 32 du 15 janvier 1940 et n° 98 du 14 février 1942 modifiant l'arrêté du 25 mai 1923;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au chef-lieu de chacun des cercles de Lomé, d'Aného, du Centre, de Sokodé et de Mango, un conseil d'arbitrage de travail indigène dont le ressort est fixé par les limites des circonscriptions administratives intéressées.

ART. 2. — Sont abrogés les arrêtés des 25 mai 1923, 15 janvier 1940 et 14 février 1942.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1942.

P. SALICETI.

Mercuriales officielles

ARRETE N° 770 A. E. du 31 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté n° 313 du 6 juin 1942 réorganisant la commission des mercuriales du Togo;

Vu le télégramme n° 485 s. E. C. A. du 17 décembre 1942 du gouverneur général de l'A. O. F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les droits « ad valorem » applicables aux marchandises à l'entrée du territoire du Togo seront liquidés par le service des douanes pendant le 1^{er} semestre 1943 en conformité des indications du tableau I ci-annexé qui servirait également à l'établissement des statistiques du commerce d'importation pendant la même période.

ART. 2. — La taxe sur le chiffre d'affaires sera perçue selon les valeurs prévues aux tableaux 1 et 2 ci-annexés se complétant.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage dans les bureaux des circonscriptions administratives, de postes, de douanes du territoire et dans tous les lieux d'usage.

Lomé, le 31 décembre 1942.

P. SALICETI.

TABLEAU I

DES MERCURIALES OFFICIELLES EN VIGUEUR PENDANT LE PREMIER SEMESTRE 1943.
POUR LE CALCUL DES DROITS « AD VALOREM » A L'ENTRÉE DU TOGO
ET A L'ÉTABLISSEMENT DES STATISTIQUES DU COMMERCE

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE VALORISATION	PROPOSITION DE VALORISATION
Alcools dénaturés	L'hectolitre.	900 frs.
Animaux vivants	Bœufs, taureaux et vaches	La tête. 800 —
	Veaux et génisses	— 350 —
	Moutons	— 120 —
	Chèvres	— 100 —
	Porcs	— 100 —
	Poulets	— 10 —
	Pintades	— 30 —
	Canards	— 100 —
	Dindons	—
Bières en bouteilles (bouteilles comprises)	L'hectolitre (1).	850 —
Biscuits de mer	légèrement sucrés — moins de 15 % de sucre (2).	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net. 550 —
	non sucrés	— 500 —
Bougies de toutes sortes	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	2.000 —
Bouteilles et flacons importés pleins	plus de 0 litre, 50	Le cent 200 —
	de 0 litre 10 à 0 litre 50	— 140 —
	moins de 0 litre, 10	— 100 —
Chocolat ordinaire en tablette ou en poudre (3)	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	1.800 —
Ciment (à l'exclusion du ciment fondu et ciment coloré)	100 kilogrammes brut.	85 —
Colas	100 kilogrammes net.	1.000 —
Confitures	50% de sucre ou plus	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut. 1.750 —
	moins de 50% de sucre	— 1.600 —

(1) La valorisation mercuriale n'est applicable qu'aux seules bières dont le prix de facture est inférieur ou égal à 850 frs. l'hectolitre (bouteilles comprises). Celles dont la valeur de facture est supérieure à 850 frs. l'hectolitre (bouteilles comprises) seront soumises aux droits, d'après cette valeur de facture majorée de 25%.

(2) Les biscuits de mer sucrés à plus de 15 % de sucre seront taxés ad valorem.

(3) La valorisation mercuriale n'est applicable qu'aux seuls chocolats dont la valeur de facture est inférieure ou égale à 1.800 francs les 100 kgs. demi-brut. Ceux dont la valeur de facture est supérieure à 1.800 francs les 100 kgs. demi-brut, seront soumis aux droits d'après cette valeur de facture majorée de 25 %.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE VALORISATION	PROPOSITION DE VALORISATION
Dames-jeannes et bonbonnes.	La pièce.	80 frs.
Essence de térébenthine	100 kilogrammes net.	1.100 —
Drums et bidons en tôle importés pleins	—	500 —
Farine de froment	en sacs.	100 kilogrammes brut.
	en estagnons.	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.
	en barils	100 kilogrammes brut.
Films cinématographiques	Le mètre de longueur.	1 —
— en location.	—	0,10
Fûts en fer ou acier importés pleins	100 kilogrammes net.	500 —
Huiles végétales	d'arachides d'im- en fûts } brute	1.100 —
	portation } en bouteilles ou raffinée.	1.400 —
	de lin	1.500 —
Légumes secs entiers autres que ceux d'origine locale (1).	100 kilogrammes brut.	1.800 —
Savons d'importation autres que ceux de parfumerie :	en cubes, barres ou pains à nu	700 —
	autrement présentés	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.
Semoules et pâtes alimentaires	—	1.500 —
Viande, salée d'im- portation	jambon entier en boîtes	4.500 —
	de porc } jambons autres	100 kilogrammes net.
	lard en planches.	4.000 —
	saucissons à nu	3.000 —
Vinaigres autres que de parfumerie en fûts	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	4.500 —
Vins ordinaires en fûts (2)	L'hectolitre.	600 —
Autres produits soumis à la taxation ad valorem (3)	—	500 —

(1) Les légumes en farine sont taxés ad valorem F + 25%.

(2) Cette valorisation n'est applicable qu'aux seuls vins ordinaires en fûts, dont le prix de facture (emballage compris) est égal ou inférieur à 500 francs l'hectolitre. Pour les vins ordinaires importés en demi-muids, la valeur de l'emballage est fixée forfaitairement à 1.000 frs. Les boissons de l'espèce, dont le prix de vente dépasse 500 frs. l'hectolitre logé, échappent à la mercuration et sont par suite, soumises aux droits d'après la valeur de facture majorée de 25%.

(3) Les produits non dénommés au tarif et non mercurationnés sont passibles d'un droit de 100% de la facture (emballage compris) majorée de 25%.

NOTA. — La taxe ad valorem applicable à une marchandise couvre à la fois le contenu et le contenant lorsque le produit est imposé d'après le prix de facture, c'est-à-dire d'après le prix de la marchandise au moment où elle sort de magasins du commerçant expéditeur (emballage compris). Il résulte de ces dispositions que les droits à appliquer aux produits non mercurationnés et renfermés dans des emballages mercurationnés (vins ordinaires en bouteilles, huiles lourdes contenues dans des drums en tôles, etc...) ne peuvent être basés que sur le prix de facture de l'envoi, c'est-à-dire sur la valeur cumulée du contenu et contenant avec majoration de 25%. Il n'y a dès lors pas lieu, dans le cas envisagé, de faire supporter en outre à l'emballage mercurationné le droit qui lui est propre d'après la valorisation mercurationnelle.

TABLEAU II

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE PERCEPTION	VALEUR
IMPORTATION		
Sucres raffinés	100 kilogrammes net.	700 —
Tabac en feuilles	—	3.500 —
Cigarettes en paquets	—	4.700 —
Rhums en bouteilles	L'hectolitre.	3.000 —
Rhums en fûts	—	2.000 —
Tôles ondulées en fer galvanisé pour toitures (y compris les faitières)	100 kilogrammes net.	2.000 —
Sels.	en sac.	100 —
	en flacons	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.
	autrement présentés	100 kilogrammes net.
Allumettes chimiques (boîtes contenant 100 allumettes ou plus).	Les 1.000 boîtes	350 —
Autres articles non désignés ci-dessus	Valeur définie par art. 6 arrêté 886 du 28 juillet 1936	

Maïs**ARRETE N° 8 A. E. du 5 janvier 1943.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 s. E./c. 5 en date du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoires en matière de prix et stocks;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté n° 605 A. E. du 29 octobre 1942 portant interdiction de la sortie du maïs de la zone nord du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la sortie du maïs de toute la subdivision d'Atakpamé à l'exception toutefois d'une réserve de 100 tonnes destinée au ravitaillement du cercle de Mango.

ART. 2. — Demeure interdite la sortie du maïs du cercle de Sokodé.

ART. 3. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles des sanctions prévues aux chapitres I et II du titre 3 de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 janvier 1943.

P. SALICETI.

Café**ARRETE N° 9 A. E. du 6 janvier 1943.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 s. E./c. 5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoires en matière de prix et stocks;

Vu l'arrêté 615 A. E. du 3 novembre 1942 portant fermeture de la campagne d'achat du café;

Vu l'arrêté n° 709 A. E. du 15 décembre 1942 fixant les prix d'achat du café pour la campagne 1942-43;

Vu le décret du 29 octobre 1940 relatif aux cafés coloniaux et vu le barème des frais des cafés secondaires (récolte 1941-42) objet du bordereau-avion 140 s. E./P. du 13 avril 1942;

Vu le T. O. n° 509 s. E./P. du 29 décembre 1942 du gouverneur général de l'A. O. F.;

Vu l'avis du groupement professionnel du commerce colonial;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La date d'ouverture de la campagne d'achat du café est fixée au 15 janvier 1943.

ART. 2. — La qualité « limite » prévue à l'arrêté n° 709 A. E. du 15 décembre 1942 fixant les prix d'achat au producteur remplace la qualité « secondaire » prévue au barème susvisé.

En ce qui concerne le café arabica, la qualité « choix » ne sera pas retenue.

ART. 3. — Est abrogé l'arrêté n° 615 A. E. du 3 novembre 1942 susvisé.

ART. 4. — Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage, à la mairie de Lomé, dans les bureaux, des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 6 janvier 1943.

P. SALICETI.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPEEN****Nomination**

Par arrêté n° 749 F./Pel. du :

26 décembre 1942. — M. Bour Alfred, agent contractuel des travaux publics, qui a subi avec succès les épreuves de l'examen institué par décision n° 841 du 27 novembre 1942, est nommé dans le cadre local européen des travaux publics du territoire du Togo en qualité d'ouvrier d'art de 4^e classe stagiaire pour compter du 1^{er} janvier 1943, dans les conditions prévues par l'arrêté du 2 octobre 1933 complété par celui du 20 juillet 1934.

Passage à l'échelon supérieur

Par décision n° 6 C. P. du :

5 janvier 1943. — Est constaté dans le personnel européen détaché au Togo des cadres de l'A. O. F. le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de :

M. Artaxe André, chef ouvrier d'art avant 66 mois qui compte, au 31 décembre 1942, vingt-quatre mois d'ancienneté dont 18 mois de séjour colonial.

M. Artaxe passe à l'échelon après 66 mois le 1^{er} janvier 1943.

Tableau d'avancement

Par arrêté n° 772 F./Pel. du :

31 décembre 1942. — Est réinscrit au tableau d'avancement du premier semestre 1943 pour l'année 1942 :

Pour le grade de géomètre en chef de 2^e classe :

M. Lalondrelle Georges, géomètre principal de 1^{re} classe.

Par arrêté n° 773 F./Pel. du :

31 décembre 1942. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel de la trésorerie du Togo :

POUR L'ANNÉE 1941

Pour le grade de payeur de 3^e classe :

Laporte Roger, commis principal hors classe.
(au choix)

POUR L'ANNÉE 1943

Pour le grade de payeur de 3^e classe :

Larrère Joseph, commis principal hors classe.
(au choix)

Par arrêté n° 774 F./Pel. du :

31 décembre 1942. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux européens du Togo :

I. — ENSEIGNEMENT

(pour l'année 1943)

*Pour le grade d'instituteur principal hors classe :
(1er échelon)*

Combes René, instituteur principal de 1^{re} classe.

Pour le grade d'instituteur de 2^e classe :

Beuther Marc, instituteur de 3^e classe.

Capelier Franc, instituteur de 3^e classe.

II — AGRICULTURE

(pour l'année 1943)

Pour le grade de conducteur en chef de 2^e classe :

Knill Marcel, conducteur principal de 1^{re} classe.

III — POLICE

(pour l'année 1942)

*Pour le grade d'inspecteur-adjoint de police
de 2^e classe :*

Kponton Sylvestre, inspecteur-adjoint de police de 3^e classe.

(pour l'année 1943)

*Pour le grade d'inspecteur-adjoint de police
de 2^e classe :*

Pauc Pierre, inspecteur-adjoint de police de 3^e cl.

IV — TRAVAUX PUBLICS

(pour l'année 1943)

Pour le grade de chef ouvrier d'art de 1^{re} classe :

Stoll René, chef ouvrier d'art de 2^e classe.

Pour le grade d'ouvrier d'art de 2^e classe :

Gablin Maurice, ouvrier d'art de 3^e classe.

Pour le grade de surveillant-chef de 3^e classe :

Berthon Albert, surveillant principal de 1^{re} classe.

*Pour le grade de surveillant principal
de 3^e classe :*

Mandon René, surveillant de 1^{re} classe.

Pour le grade de surveillant de 1^{re} classe :

Walter Clair Georges, surveillant de 2^e classe.

Pour le grade de comptable principal de 2^e classe :

Langdon Jacques, comptable principal de 3^e classe.

Pour le grade de comptable de 2^e classe :

Gbedey Robert, comptable de 3^e classe.

V — CHEMIN DE FER

(pour l'année 1943)

Pour le grade de comptable principal de 1^{re} classe :

Planq Jean, comptable principal de 2^e classe.

Pinelli Roch, comptable principal de 2^e classe.

*Pour le grade de chef de district principal
de 1^{re} classe :*

Tavéra Barthélemy, chef de district principal de 2^e classe.

Pour le grade de chef mécanicien de 1^{re} classe :

Burignat Marc, chef mécanicien de 2^e classe.

Pour le grade de chef ouvrier d'art hors classe :

Watteau Louis, chef ouvrier d'art de 1^{re} classe.

Promotions

Par arrêté n° 777 F./Pel. du :

31 décembre 1942. — Sont promus dans le personnel des cadres locaux européens du Togo :

I — ENSEIGNEMENT

Pour compter du 1^{er} janvier 1943

*Au grade d'instituteur principal hors classe :
(1^{er} échelon)*

Combes René, instituteur principal de 1^{re} classe.

Au grade d'instituteur de 2^e classe :

Beuther Marc, instituteur de 3^e classe.

Capelier Franc, instituteur de 3^e classe.

II — AGRICULTURE

Pour compter du 1^{er} janvier 1943

Au grade de conducteur en chef de 2^e classe :

Knill Marcel, conducteur principal de 1^{re} classe.

III — POLICE

Pour compter du 1^{er} juillet 1942

Au grade d'inspecteur-adjoint de police de 2^e classe :

Kponton Sylvestre, inspecteur-adjoint de police de 3^e classe.

Pour compter du 1^{er} janvier 1943

Au grade d'inspecteur-adjoint de police de 2^e classe :

Pauc Pierre, inspecteur-adjoint de police de 3^e cl.

IV — TRAVAUX PUBLICS

Pour compter du 1^{er} janvier 1943

Au grade de chef ouvrier d'art de 1^{re} classe :

Stoll René, chef ouvrier d'art de 2^e classe.

Au grade d'ouvrier d'art de 2^e classe :

Gablin Maurice, ouvrier d'art de 3^e classe.

Au grade de surveillant chef de 3^e classe :

Berthon Albert, surveillant principal de 1^{re} classe.

Au grade de surveillant principal de 3^e classe :

Mandon René, surveillant de 1^{re} classe.

Au grade de surveillant de 1^{re} classe :

Walter Clair Georges, surveillant de 2^e classe.

Au grade de comptable principal de 2^e classe :

Langdon Jacques, comptable principal de 3^e classe.

Au grade de comptable de 2^e classe :

Gbedey Robert, comptable de 3^e classe.

V — CHEMIN DE FER

Pour compter du 1^{er} janvier 1943

Au grade de comptable principal de 1^{re} classe :

Plancq Jean, comptable principal de 2^e classe.

Pinelli Roch, comptable principal de 2^e classe.

Au grade de chef de district principal de 1^{re} classe :

Tavéra Barthélemy, chef de district principal de 2^e classe.

Au grade de chef mécanicien de 1^{re} classe :

Burignat Marc, chef mécanicien de 2^e classe.

Au grade de chef ouvrier d'art hors classe :

Watteau Louis, chef ouvrier d'art de 1^{re} classe.

PERSONNEL INDIGÈNE

Tableau d'avancement

Par arrêté n° 775 F./Pel. du :

31 décembre 1942. — Est inscrit au tableau d'avancement du personnel du cadre commun secondaire de l'enseignement primaire de l'A. O. F. pour l'année 1943 :

Pour le grade d'instituteur principal de 2^e classe :

Johnson Romuald, instituteur de 1^{re} classe (2^e échelon).

Par arrêté n° 776 F./Pel. du :

31 décembre 1942. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel indigène des cadres locaux du Togo, pour le premier semestre 1943 :

SANTÉ

Pour le grade d'infirmier-major de 1^{re} classe :

Kouévi Louis, infirmier-major de 2^e classe.

Pour le grade d'infirmier-major de 2^e classe :

Attikossi David, infirmier-major de 3^e classe.

Pour le grade d'infirmier-major de 3^e classe :

Adigo Bernardine, infirmière-major de 4^e classe.

Pour le grade d'infirmier-major de 4^e classe :

Mensah Louis, infirmier-major de 5^e classe.

Wilson Claire, infirmière-major de 5^e classe.

Pour le grade d'infirmier-major de 5^e classe :

Bandeira Simon, infirmier de 1^{re} classe.

Adjivon Philippe, infirmier de 1^{re} classe.

d'Almeida Jean, infirmier de 1^{re} classe.

Lodonou Joseph, infirmier de 1^{re} classe.

Sougbedé Gérard, infirmier de 1^{re} classe.

Edoé Félix, infirmier de 1^{re} classe.

Pour le grade d'infirmier de 1^{re} classe :

Gbedéma David, infirmier de 2^e classe.

Ohin Richard, infirmier de 2^e classe.

Amoni Félix, infirmier de 2^e classe.

Pio Albert, infirmier de 2^e classe.

Dénadou Mathias, infirmier de 2^e classe.

Pour le grade d'infirmier de 2^e classe :

Anani Emmanuel, infirmier de 3^e classe.

Mensah Albert, infirmier de 3^e classe.

Atayi Louis, infirmier de 3^e classe.

HYGIÈNE

Pour le grade de brigadier-chef de 1^{re} classe :

Akakpovi Apollinaire, brigadier-chef de 2^e classe.

Pour le grade de brigadier de 2^e classe :

Lacé Antoine, garde de 1^{re} classe.

Pour le grade de garde de 1^{re} classe :

Kiossou Albert, garde de 2^e classe.

ENSEIGNEMENT OFFICIEL

Pour le grade d'instituteur principal de 3^e classe :

N'Diagne Boubacar, instituteur ordinaire de 1^{re} classe.

Pour le grade d'instituteur ordinaire de 1^{re} classe :

Ajavon Henri, instituteur ordinaire de 2^e classe.

Pour le grade d'instituteur ordinaire de 2^e classe :

Akouetey Bernard, instituteur-adjoint de 1^{re} classe.

Koffi Julien, instituteur-adjoint de 1^{re} classe.

Lawson Jonathan, instituteur-adjoint de 1^{re} classe.

Pour le grade d'instituteur-adjoint de 1^{re} classe :

Johnson Gabriel, instituteur-adjoint de 2^e classe.

Fumey Arnold, instituteur-adjoint de 2^e classe.

Dagba Victor, instituteur-adjoint de 2^e classe.

Pour le grade d'instituteur-adjoint de 2^e classe :

Tékoé Alexandre, instituteur-adjoint de 3^e classe.

Bocco Eusèbe, instituteur-adjoint de 3^e classe.

Pour le grade d'instituteur-adjoint de 4^e classe :

Gruner Hans, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe.

Touléassi Jean, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe.

Améganvi Louis, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe.

Pour le grade d'instituteur auxiliaire de 1^{re} classe :

Adanlété Michel, instituteur auxiliaire de 2^e classe.

Noutsougan Koami Ruben, instituteur auxiliaire de 2^e classe.

Pour le grade de moniteur de 1^{re} classe :

Lawson Benoît, moniteur de 2^e classe.

Johnson Clément, moniteur de 2^e classe.

Lawson Grégoire, moniteur de 2^e classe.

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Pour le grade d'instituteur-adjoint de 2^e classe :

David Albert, instituteur-adjoint de 3^e classe.

Pour le grade de moniteur de 1^{re} classe :

Ahyee Jacques, moniteur de 2^e classe.

Pour le grade de moniteur de 2^e classe :

Nouboukpo Michel, moniteur de 3^e classe.

Ecoué Jérôme, moniteur de 3^e classe.

Ayivi Benjamin, moniteur de 3^e classe.

Pour le grade de moniteur de 3^e classe :

Atiga Christian, moniteur de 4^e classe.

AGRICULTURE

Pour le grade de moniteur de 1^{re} classe :

Hounsihoué Anatole Samson, moniteur de 2^e classe.

Pour le grade de moniteur de 2^e classe :

Kpadé Joseph, moniteur de 3^e classe.

Pour le grade de moniteur de 3^e classe :

Yao Kadenga, moniteur auxiliaire de 1^{re} classe.

Gblao Esso, moniteur auxiliaire de 1^{re} classe.

Pour le grade de moniteur auxiliaire de 1^{re} classe :

Akossou Batascome, moniteur auxiliaire de 2^e classe.

Pour le grade de moniteur auxiliaire de 4^e classe :

Tchapodo Tchédre, moniteur auxiliaire de 5^e classe.

DOUANES

Pour le grade de commis de 3^e classe :

Romao Joseph, préposé de 1^{re} classe.

d'Oliveira Paul, préposé de 1^{re} classe.

Pour le grade de préposé de 1^{re} classe :

Akouéson Valentin, préposé de 2^e classe.

Pour le grade de préposé de 2^e classe :

d'Almeida Alfred, préposé de 3^e classe.

Johnson Félix, préposé de 3^e classe.

Pour le grade de préposé de 6^e classe :

Amékoudji Marcellin, préposé de 7^e classe.

Pour le grade de préposé de 7^e classe :

Ecoué Ayayivi Emmanuel, préposé de 8^e classe.

P. I. T.

Pour le grade de commis principal de 3^e classe :

Akouété Cosmas, commis hors classe.

Gaba Aho, commis hors classe.

Pour le grade de commis hors classe :

Gonçalves Antoine, commis de 1^{re} classe.

Poénou Marcellin, commis de 1^{re} classe.

Pour le grade de commis de 1^{re} classe :

Almeida Militao, commis de 2^e classe.

Wilson Michel, commis de 2^e classe.

Pour le grade de commis de 2^e classe :

Ajavon Cyprien, commis de 3^e classe.

Akélé Isidore, commis de 3^e classe.

Pour le grade de commis de 4^e classe :

Krueger Ernest, commis de 5^e classe.

Johnson Robert, commis de 5^e classe.

Pour le grade de commis de 5^e classe :

Afandomi Cosme, commis de 6^e classe.

Pour le grade de commis de 7^e classe :

Acakpo Addra Justin, commis de 8^e classe.

Pour le grade de facteur-chef de 1^{re} classe :

Ajavon Joseph, facteur-chef de 2^e classe.

Pour le grade de facteur-chef de 3^e classe :

Capochichi Marc, facteur de 1^{re} classe.

Vodonou Sossou, facteur de 1^{re} classe.

Pour le grade de facteur de 1^{re} classe :

Eklouvi Bernard, facteur de 2^e classe.

Pour le grade de facteur auxiliaire de 1^{re} classe :

Anoumou Frantz, facteur auxiliaire de 2^e classe.

Le Blond Louis, facteur auxiliaire de 2^e classe.

Pour le grade de surveillant de 4^e classe :

Zékpa Ignace, surveillant de 5^e classe.

Kouakou Emmanuel, surveillant de 5^e classe.

Pour le grade de surveillant de 5^e classe :

Dovi Christophe, surveillant de 6^e classe.

Kamara Bianou, surveillant de 6^e classe.

COMMIS D'ADMINISTRATION

Pour le grade de commis d'administration principal de 4^e classe :

Quashie William, commis d'administration principal de 5^e classe.

Pour le grade de commis d'administration principal de 5^e classe :

Aithnard Paulin, commis d'administration principal de 6^e classe.

Gnassounou Pierre, commis d'administration principal de 6^e classe.

Sant'Anna Faustin, commis d'administration principal de 6^e classe.

Pour le grade de commis d'administration principal de 6^e classe :

Azakpo A. Joseph, commis d'administration de 1^{re} classe.

Messah Moïse, commis d'administration de 1^{re} cl.

d'Almeida Cosme, commis d'administration de 1^{re} cl.

Koukoui Marius, commis d'administration de 1^{re} cl.

Goeh Clément, commis d'administration de 1^{re} cl.

Soglo Philippe, commis d'administration de 1^{re} cl.

Pour le grade de commis d'administration de 1^{re} cl. :

Johnson André, commis d'administration de 2^e cl.

Dossévi Pierre, commis d'administration de 2^e cl.

Duégah Joseph, commis d'administration de 2^e cl.

d'Almeida Félicien, commis d'administration de 2^e cl.

Koué Hermann, commis d'administration de 2^e cl.

Amouzou Agbém'fan Vitus, commis d'administration de 2^e classe.

Adotévi Barthélemy, commis d'administration de 2^e classe.

Pour le grade de commis d'administration de 2^e cl. :

Adjévi Symphorien, commis d'administration de 3^e cl.

Dogbé Godwin, commis d'administration de 3^e cl.

Pindra Félix, commis d'administration de 3^e classe.

Agnithey Rémy, commis d'administration de 3^e cl.

Pour le grade de commis d'administration de 3^e cl. :

Amah Apédo Georges, commis d'administration de 4^e classe.

Gbaguidi Léonard, commis d'administration de 4^e cl.

Edorh Thomas, commis d'administration de 4^e cl.

Pour le grade de commis d'administration de 4^e cl.
 Titus Théophile, commis d'administration de 5^e cl.
 Zamba François, commis d'administration de 5^e cl.
 Abaglo Cosme, commis d'administration de 5^e cl.
 Kouévi Kouassi, commis d'administration de 5^e cl.

Pour le grade de commis d'administration de 5^e cl. :
 Lawson Simon, commis d'administration de 6^e cl.

INTERPRÈTES

Pour le grade d'interprète principal de 3^e classe :
 Paty Daniel, interprète principal de 4^e classe.

Pour le grade d'interprète principal de 4^e classe :
 Faré Djato, interprète principal de 5^e classe.

POLICE

Pour le grade d'inspecteur auxiliaire de 4^e classe :
 Akpokli Charles, inspecteur auxiliaire de 5^e classe.

Pour le grade d'inspecteur auxiliaire de 6^e classe :
 Dossouvi André, inspecteur auxiliaire de 7^e classe.

PLANTONS

Pour le grade de planton de 2^e classe :
 Codjo François, planton de 3^e classe.
 Tossou Hindé, planton de 3^e classe.
 Agbodjan William, planton de 3^e classe.

Pour le grade de planton de 4^e classe :
 Houngbédji Koffi, planton de 5^e classe.

Pour le grade de planton de 5^e classe :
 Dossou Joseph, planton de 6^e classe.

TRAVAUX PUBLICS

Pour le grade de maître-ouvrier de 3^e classe :
 Falschau Gérard, maître-ouvrier de 4^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 2^e classe :
 Manédji Ayena, ouvrier de 3^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 3^e classe :
 Sossah David, ouvrier de 4^e classe.

Pour le grade de maître-opérateur de 5^e classe :
 Zinsou François, maître-opérateur de 6^e classe.

Pour le grade de mécanicien-conducteur principal de 1^{re} classe :

Lawson Latékoé Latévi, mécanicien-conducteur principal de 2^e classe.

Bassari Boundjou, mécanicien-conducteur principal de 2^e classe.

Pour le grade de mécanicien-conducteur principal de 2^e classe :

Folly Théodore, mécanicien-conducteur principal de 3^e classe.

Pour le grade de mécanicien-conducteur principal de 3^e classe :

Dossah Philippe, mécanicien-conducteur principal de 4^e classe.

Otto Reinhard, mécanicien-conducteur principal de 4^e classe.

Pour le grade de mécanicien-conducteur principal de 4^e classe :

Agbagla Alex, mécanicien-conducteur de 1^{re} classe.

Pour le grade de chef d'équipe de 3^e classe :

Ekué Stéphan, chef d'équipe de 4^e classe.

Pour le grade de surveillant de route de 4^e classe :

Alhéri Soboga, surveillant de route de 5^e classe.

CHEMIN DE FER DU TOGO

Pour le grade de chef de station principal de 4^e cl. :

Mensah Joseph, chef de station principal de 5^e cl.

Pour le grade de chef de station de 1^{re} classe :

Pofagi Marcel, chef de station de 2^e classe.

Ocloo Andréas, chef de station de 2^e classe.

Kohler Joseph, chef de station de 2^e classe.

Pour le grade de chef de station de 2^e classe :

Febon Thomas, chef de station de 3^e classe.

Kouakoutsé Ferdinand, chef de station de 3^e classe.

Pour le grade de chef de station de 3^e classe :

Midiohouan Julien, chef de station de 4^e classe.

d'Almeida Cyprien, chef de station de 4^e classe.

Sadé James, chef de station de 4^e classe.

Pour le grade de facteur-enregistreur de 1^{re} classe :

Adovi Jean, facteur-enregistreur de 2^e classe.

Pour le grade de facteur-enregistreur de 2^e classe :

Cadassou Norbert, facteur-enregistreur de 3^e classe.

Pour le grade de chef de train de 5^e classe :

Adalbert Benoît, chef de train de 6^e classe.

Pour le grade de chef de train de 6^e classe :

Nassirou Louis Ibrahim, chef de train de 7^e classe.

Pour le grade de téléphoniste principal de 1^{re} classe :

Houédénou James, téléphoniste principal de 2^e cl.

Pour le grade de chef d'équipe de 5^e classe :

Tèvi Michel, chef d'équipe de 6^e classe.

Pour le grade de maître-ouvrier de 2^e classe :

Amoussou Daniel, maître-ouvrier de 3^e classe.

Pour le grade de maître-ouvrier de 5^e classe :

Obobu, maître-ouvrier de 6^e classe.

Pour le grade de maître-ouvrier de 6^e classe :

Acomachry Faustin, maître-ouvrier de 7^e classe.

Thomas Rambert, maître-ouvrier de 7^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 1^{re} classe :

Emmanuel Martin, ouvrier de 2^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 2^e classe :

Evéssa Yafete Codjo, ouvrier de 3^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 3^e classe :

Lawson Pierre, ouvrier de 4^e classe.
 Afantchao Bento, ouvrier de 4^e classe.
 Adanlégou Joseph, ouvrier de 4^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 4^e classe :

Mensah François, ouvrier de 5^e classe.
 Hazoumé Adjaï, ouvrier de 5^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 5^e classe :

Avoudjigbé Daniel, ouvrier de 6^e classe.
 Doumassi Joseph, ouvrier de 6^e classe.

WHARF*Pour le grade de maître-canotier :*

Kagnie Komlan, premier-maître.

Pour le grade de premier-maître :

Kouadjo Dotsé, second-maître.
 Laclé Edoé Tèvi, second-maître.
 Edougnito Houssounoukpé, second-maître.
 Kouadjovi Messan, second-maître.
 Amégnon Lanzo, second-maître.
 Dévenou Dossey, second-maître.
 Mensah Amedjro, second-maître.
 Mensah Asindo, second-maître.
 Missiamenou Kloutsé, second-maître.
 Gnagblodjro Kéko, second-maître.

Pour le grade de second-maître :

Douahodomé Gnékoho, quartier-maître.
 Kloyi Gnebeli, quartier-maître.
 Djodékoumé Tossou, quartier-maître.
 Noudjrodou Mensah, quartier-maître.
 Kossoko Améganshie, quartier-maître.

Pour le grade de pointeur de 2^e classe :

Vignon Antoine, pointeur de 3^e classe.

T. S. F.

Pour le grade de mécanicien-radio de 4^e classe :

Colley Jean, mécanicien-radio de 5^e classe.

Promotions

Par arrêté n° 778 F./Pel. du :

31 décembre 1942. — Est promu à compter du 1^{er} janvier 1943 dans le cadre commun secondaire de l'enseignement primaire de l'A. O. F. :

Au grade d'instituteur principal de 2^e classe :

Johnson Romuald, instituteur de 1^{re} classe (2^e échelon).

Par arrêté n° 779 F./Pel. du :

31 décembre 1942. — Sont promus à compter du 1^{er} janvier 1943 dans le personnel indigène des cadres locaux du Togo :

SANTÉ*Au grade d'infirmier-major de 1^{re} classe :*

Kouévi Louis, infirmier-major de 2^e classe.

Au grade d'infirmier-major de 2^e classe :

Attikossi David, infirmier-major de 3^e classe.

Au grade d'infirmier-major de 3^e classe :

Adigo Bernardine, infirmière-major de 4^e classe.

Au grade d'infirmier-major de 4^e classe :

Mensah Louis, infirmier-major de 5^e classe.
 Wilson Claire, infirmière-major de 5^e classe.

Au grade d'infirmier-major de 5^e classe :

Bandeira Simon, infirmier de 1^{re} classe.
 Adjivon Philippe, infirmier de 1^{re} classe.
 d'Almeida Jean, infirmier de 1^{re} classe.
 Lodonou Joseph, infirmier de 1^{re} classe.
 Sougbédé Gérard, infirmier de 1^{re} classe.
 Edoé Félix, infirmier de 1^{re} classe.

Au grade d'infirmier de 1^{re} classe :

Gbédéma David, infirmier de 2^e classe.
 Ohin Richard, infirmier de 2^e classe.
 Amoni Félix, infirmier de 2^e classe.
 Pio Albert, infirmier de 2^e classe.
 Dénadou Mathias, infirmier de 2^e classe.

Au grade d'infirmier de 2^e classe :

Anani Emmanuel, infirmier de 3^e classe.
 Mensah Albert, infirmier de 3^e classe.
 Atayi Louis, infirmier de 3^e classe.

HYGIÈNE*Au grade de brigadier-chef de 1^{re} classe :*

Akakpovi Apollinaire, brigadier-chef de 2^e classe.

Au grade de brigadier de 2^e classe :

Laclé Antoine, garde de 1^{re} classe.

Au grade de garde de 1^{re} classe :

Kiossou Albert, garde de 2^e classe.

ENSEIGNEMENT OFFICIEL*Au grade d'instituteur principal de 3^e classe :*

N'Diagne Boubacar, instituteur ordinaire de 1^{re} cl.

Au grade d'instituteur ordinaire de 1^{re} classe :

Ajavon Henri, instituteur ordinaire de 2^e classe.

Au grade d'instituteur ordinaire de 2^e classe :

Akouetey Bernard, instituteur-adjoint de 1^{re} classe.
 Koffi Julien, instituteur-adjoint de 1^{re} classe.
 Lawson Jonathan, instituteur-adjoint de 1^{re} classe.

Au grade d'instituteur-adjoint de 1^{re} classe :

Johnson Gabriel, instituteur-adjoint de 2^e classe.
 Fumey Arnold, instituteur-adjoint de 2^e classe.
 Dagba Victor, instituteur-adjoint de 2^e classe.

Au grade d'instituteur-adjoint de 2^e classe :

Tékoé Alexandre, instituteur-adjoint de 3^e classe.
 Bocco Eusèbe, instituteur-adjoint de 3^e classe.

Au grade d'instituteur-adjoint de 4^e classe :

Gruner Hans, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe.
 Touléassi Jean, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe.
 Améganvi Louis, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe.

Au grade d'instituteur auxiliaire de 1^{re} classe :

Adanlété Michel, instituteur auxiliaire de 2^e classe.
Noutsougan Koami Ruben, instituteur auxiliaire de 2^e classe.

Au grade de moniteur de 1^{re} classe :

Lawson Benoît, moniteur de 2^e classe.
Johnson Clément, moniteur de 2^e classe.
Lawson Grégoire, moniteur de 2^e classe.

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Au grade d'instituteur-adjoint de 2^e classe :

David Albert, instituteur-adjoint de 3^e classe.

Au grade de moniteur de 1^{re} classe :

Ahyee Jacques, moniteur de 2^e classe.

Au grade de moniteur de 2^e classe :

Nouboukpo Michel, moniteur de 3^e classe.
Ecoué Jérôme, moniteur de 3^e classe.
Ayivi Benjamin, moniteur de 3^e classe.

Au grade de moniteur de 3^e classe :

Atiga Christian, moniteur de 4^e classe.

AGRICULTURE

Au grade de moniteur de 1^{re} classe :

Hounsihoué Anatole Samson, moniteur de 2^e classe.

Au grade de moniteur de 2^e classe :

Kpadé Joseph, moniteur de 3^e classe.

Au grade de moniteur de 3^e classe :

Yao Kadenga, moniteur auxiliaire de 1^{re} classe.
Gblao Esso, moniteur auxiliaire de 1^{re} classe.

Au grade de moniteur auxiliaire de 1^{re} classe :

Akossou Batascôme, moniteur auxiliaire de 2^e classe.

Au grade de moniteur auxiliaire de 4^e classe :

Tchapodo Tchédre, moniteur auxiliaire de 5^e classe.

DOUANES

Au grade de commis de 3^e classe :

Romao Joseph, préposé de 1^{re} classe.
d'Oliveira Paul, préposé de 1^{re} classe.

Au grade de préposé de 1^{re} classe :

Akouéson Valentin, préposé de 2^e classe.

Au grade de préposé de 2^e classe :

d'Almeida Alfred, préposé de 3^e classe.
Johnson Félix, préposé de 3^e classe.

Au grade de préposé de 6^e classe :

Amékoudji Marcellin, préposé de 7^e classe.

Au grade de préposé de 7^e classe :

Ecoué Ayayivi Emmanuel, préposé de 8^e classe.

P. T. T.

Au grade de commis principal de 3^e classe :

Akouété Cosmas, commis hors classe.
Gaba Aho, commis hors classe.

Au grade de commis hors classe :

Gonçalves Antoine, commis de 1^{re} classe.
Poénou Marcellin, commis de 1^{re} classe.

Au grade de commis de 1^{re} classe :

Almeida Militao, commis de 2^e classe.
Wilson Michel, commis de 2^e classe.

Au grade de commis de 2^e classe :

Ajavon Cyprien, commis de 3^e classe.
Akélé Isidore, commis de 3^e classe.

Au grade de commis de 4^e classe :

Krueger Ernest, commis de 5^e classe.
Johnson Robert, commis de 5^e classe.

Au grade de commis de 5^e classe :

Afandomi Cosme, commis de 6^e classe.

Au grade de commis de 7^e classe :

Acakpo Addra Justin, commis de 8^e classe.

Au grade de facteur-chef de 1^{re} classe :

Ajavon Joseph, facteur-chef de 2^e classe.

Au grade de facteur-chef de 3^e classe :

Capochichi Marc, facteur de 1^{re} classe.
Vodonou Sossou, facteur de 1^{re} classe.

Au grade de facteur de 1^{re} classe :

Eklouvi Bernard, facteur de 2^e classe.

Au grade de facteur auxiliaire de 1^{re} classe :

Anounou Frantz, facteur auxiliaire de 2^e classe.
Le Blond Louis, facteur auxiliaire de 2^e classe.

Au grade de surveillant de 4^e classe :

Zékpa Ignace, surveillant de 5^e classe.
Kouakou Emmanuel, surveillant de 5^e classe.

Au grade de surveillant de 5^e classe :

Dovi Christophe, surveillant de 6^e classe.
Kamara Bianou, surveillant de 6^e classe.

COMMIS D'ADMINISTRATION

Au grade de commis d'administration principal de 4^e classe :

Quashie William, commis d'administration principal de 5^e classe.

Au grade de commis d'administration principal de 5^e classe :

Aithnard Paulin, commis d'administration principal de 6^e classe.

Gnassounou Pierre, commis d'administration principal de 6^e classe.

Sant'Anna Faustin, commis d'administration principal de 6^e classe.

Au grade de commis d'administration principal de 6^e classe :

Azakpo A. Joseph, commis d'administration de 1^{re} classe.

Messah Moïse, commis d'administration de 1^{re} cl.
d'Almeida Cosme, commis d'administration de 1^{re} cl.
Koukoui Marius, commis d'administration de 1^{re} cl.
Goeh Clément, commis d'administration de 1^{re} cl.
Soglo Philippe, commis d'administration de 1^{re} cl.

Au grade de commis d'administration de 1^{re} classe :

Johnson André, commis d'administration de 2^e cl.
 Dossévi Pierre, commis d'administration de 2^e cl.
 Dueggah Joseph, commis d'administration de 2^e cl.
 d'Almeida Félicien, commis d'administration de 2^e cl.
 Koué Hermann, commis d'administration de 2^e cl.
 Amouzou Agbém'fan Vitus, commis d'administration de 2^e classe.
 Adotévi Barthélemy, commis d'administration de 2^e classe.

Au grade de commis d'administration de 2^e classe :

Adjévi Symphorien, commis d'administration de 3^e cl.
 Dogbé Godwin, commis d'administration de 3^e cl.
 Pindra Félix, commis d'administration de 3^e classe.
 Agnithéy Rémy, commis d'administration de 3^e cl.

Au grade de commis d'administration de 3^e classe :

Amah Apédo Georges, commis d'administration de 4^e classe.
 Gbaguidi Léonard, commis d'administration de 4^e cl.
 Edorh Thomas, commis d'administration de 4^e cl.

Au grade de commis d'administration de 4^e classe :

Titus Théophile, commis d'administration de 5^e cl.
 Zamba François, commis d'administration de 5^e cl.
 Abaglo Cosme, commis d'administration de 5^e cl.
 Kouévi Kouassi, commis d'administration de 5^e cl.

Au grade de commis d'administration de 5^e classe :

Lawson Simon, commis d'administration de 6^e cl.

INTERPRÈTES

Au grade d'interprète principal de 3^e classe :

Paty Daniel, interprète principal de 4^e classe.

Au grade d'interprète principal de 4^e classe :

Faré Djato, interprète principal de 5^e classe.

POLICE

Au grade d'inspecteur auxiliaire de 4^e classe :

Akpokli Charles, inspecteur auxiliaire de 5^e classe.

Au grade d'inspecteur auxiliaire de 6^e classe :

Dossouvi André, inspecteur auxiliaire de 7^e classe.

PLANTONS

Au grade de planton de 2^e classe :

Codjo François, planton de 3^e classe.
 Tossou Hindé, planton de 3^e classe.
 Agbodjan William, planton de 3^e classe.

Au grade de planton de 4^e classe :

Houngbédji Koffi, planton de 5^e classe.

Au grade de planton de 5^e classe :

Dossou Joseph, planton de 6^e classe.

TRAVAUX PUBLICS

Au grade de maître-ouvrier de 3^e classe :

Falschau Gérard, maître-ouvrier de 4^e classe.

Au grade d'ouvrier de 2^e classe :

Manédji Ayena, ouvrier de 3^e classe.

Au grade d'ouvrier de 3^e classe :

Sossah David, ouvrier de 4^e classe.

Au grade de maître-opérateur de 5^e classe :

Zinsou François, maître-opérateur de 6^e classe.

Au grade de mécanicien-conducteur principal de 1^{re} classe :

Lawson Latékoé Latévi, mécanicien-conducteur principal de 2^e classe.

Bassari Boundjou, mécanicien-conducteur principal de 2^e classe.

Au grade de mécanicien-conducteur principal de 2^e classe :

Folly Théodore, mécanicien-conducteur principal de 3^e classe.

Au grade de mécanicien-conducteur principal de 3^e classe :

Dossah Philippe, mécanicien-conducteur principal de 4^e classe.

Otto Reinhard, mécanicien-conducteur principal de 4^e classe.

Au grade de mécanicien-conducteur principal de 4^e classe :

Agbagla Alex, mécanicien-conducteur de 1^{re} classe.

Au grade de chef d'équipe de 3^e classe :

Ekué Stéphan, chef d'équipe de 4^e classe.

Au grade de surveillant de route de 4^e classe :

Alhéri Soboga, surveillant de route de 5^e classe.

CHEMIN DE FER DU TOGO

Au grade de chef de station principal de 4^e classe :

Mensah Joseph, chef de station principal de 5^e cl.

Au grade de chef de station de 1^{re} classe :

Pofagi Marcel, chef de station de 2^e classe.

Ocloo Andréas, chef de station de 2^e classe.

Kohler Joseph, chef de station de 2^e classe.

Au grade de chef de station de 2^e classe :

Febon Thomas, chef de station de 3^e classe.

Kouakoutsé Ferdinand, chef de station de 3^e classe.

Au grade de chef de station de 3^e classe :

Midiohouan Julien, chef de station de 4^e classe.

d'Almeida Cyprien, chef de station de 4^e classe.

Sadé James, chef de station de 4^e classe.

Au grade de facteur-enregistreur de 1^{re} classe :

Adovi Jean, facteur-enregistreur de 2^e classe.

Au grade de facteur-enregistreur de 2^e classe :

Cadassou Norbert, facteur-enregistreur de 3^e classe.

Au grade de chef de train de 5^e classe :

Adalbert Benoît, chef de train de 6^e classe.

Au grade de chef de train de 6^e classe :

Nassirou Louis Ibrahim, chef de train de 7^e classe.

Au grade de téléphoniste principal de 1^{re} classe :
Houédénou James, téléphoniste principal de 2^e cl.

Au grade de chef d'équipe de 5^e classe :
Tèvi Michel, chef-d'équipe de 6^e classe.

Au grade de maître-ouvrier de 2^e classe :
Amoussou Daniel, maître-ouvrier de 3^e classe.

Au grade de maître-ouvrier de 5^e classe :
Obobu, maître-ouvrier de 6^e classe.

Au grade de maître-ouvrier de 6^e classe :
Acomachry Faustin, maître-ouvrier de 7^e classe.
Thomas Rambert, maître-ouvrier de 7^e classe.

Au grade d'ouvrier de 1^{re} classe :
Emmanuel Martin, ouvrier de 2^e classe.

Au grade d'ouvrier de 2^e classe :
Eyessa Yafete Codjo, ouvrier de 3^e classe.

Au grade d'ouvrier de 3^e classe :
Lawson Pierre, ouvrier de 4^e classe.
Afantchiao Bento, ouvrier de 4^e classe.
Adanlégou Joseph, ouvrier de 4^e classe.

Au grade d'ouvrier de 4^e classe :
Mensah François, ouvrier de 5^e classe.
Hazoumé Adjai, ouvrier de 5^e classe.

Au grade d'ouvrier de 5^e classe :
Avoudjigbé Daniel, ouvrier de 6^e classe.
Doumassi Joseph, ouvrier de 6^e classe.

WHARF

Au grade de maître-canotier :
Kagnie Komlan, premier-maître.

Au grade de premier-maître :
Kouadjo Dotsé, second-maître.
Lacé Edoé Tèvi, second-maître.
Edougnito Houssounoukpé, second-maître.
Kouadjovi Messan, second-maître.
Amégnon Lanzo, second-maître.
Dévénu Dossey, second-maître.
Mensah Amedjro, second-maître.
Mensah Asindo, second-maître.
Missiamenou Kloutsé, second-maître.
Gnagblodjro Kéko, second-maître.

Au grade de second-maître :
Douahodomé Gnékoho, quartier-maître.
Kloyi Gnebeli, quartier-maître.
Djodékoumé Tossou, quartier-maître.
Noudjrodou Mensah, quartier-maître.
Kossoko Améganshie, quartier-maître.

Au grade de peinteur de 2^e classe :
Vignon Antoine, peinteur de 3^e classe.
T. S. F.

Au grade de mécanicien-radio de 4^e classe :
Colley Jean, mécanicien-radio de 5^e classe.

Agents auxiliaires

Démission

Par décision n° 902 F./Pel. du :
26 décembre 1942. — Est acceptée pour compter du 1^{er} janvier 1943, la démission de son emploi offerte pour convenances personnelles par l'agent auxiliaire Agbodo.

Révocations

Par décision n° 901 F./Pel. du :
26 décembre 1942. — L'agent auxiliaire Agbosse Akplaka, condamné le 26 octobre 1942 par le tribunal du premier degré de Lomé, est révoqué de son emploi et rayé du contrôle pour compter du 6 octobre 1942, date de son incarcération.

Par décision n° 911 F./Pel. du :
30 décembre 1942. — L'agent auxiliaire Guézé Paul Yao, est révoqué de son emploi pour compter du 9 décembre 1942, date de sa mise sous mandat de dépôt par le tribunal du premier degré de Lomé.

Par décision n° 912 F./Pel. du :
30 décembre 1942. — Les agents auxiliaires, Aduayi Joseph et Duevi Augustin sont révoqués de leur emploi pour compter du 1^{er} janvier 1943, par application des dispositions de l'arrêté n° 162 du 1^{er} avril 1941.

Gardes frontières

Suspension de fonctions

Par arrêté n° 763 F./Pel. du :
30 décembre 1942. — Le garde-frontière de 4^e cl. Sessy Pierre Claver est suspendu de ses fonctions, pour compter du 4 décembre 1942, date de sa mise sous mandat de dépôt sous l'inculpation de vol, jusqu'à intervention de la décision du tribunal compétent.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, Sessy Pierre Claver n'aura droit qu'à la moitié de son traitement brut, dégagé de tous accessoires de solde.

Révocation

Par arrêté n° 750 F./Pel. du :
26 décembre 1942. — Le garde-frontière stagiaire Ackey Tossou, suspendu de ses fonctions par arrêté n° 327 du 9 juin 1942, est révoqué de son emploi pour compter du 7 novembre 1942, date du jugement de condamnation rendu par le tribunal maritime de Dakar.

DIVERS

Agents d'affaires

Par décision n° 914 A. P. A. du :
30 décembre 1942. — Le nommé Couchoro Félix, né le 30 janvier 1900 à Ouidah (Dahomey), domicilié à Anécho, fils de feu Couchoro Joseph et de Marie Otébalacou, est autorisé à exercer la profession d'agent d'affaires.

Conseil d'arbitrage

Par arrêté n° 4 A. P. A. du :
5 janvier 1943. — Sont nommés assesseurs auprès des conseils d'arbitrage indigène pour l'année 1943 :

CERCLE DE LOMÉ*a) Assesseurs titulaires :*

M.M. Bastard, agent fondé de pouvoirs de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale. Adjallé (Jacob), chef du quartier d'Amoutivé.

b) Assesseurs suppléants :

M.M. Siaut, agent fondé de pouvoirs de la S. G. G. G. Dorkénou (Michel), chef du village d'Aképi.

CERCLE D'ANÉCHO*a) Assesseurs titulaires :*

M.M. Jonquet, entrepreneur de transport. Frédéric Body Lawson, chef supérieur de la ville d'Anécho.

b) Assesseurs suppléants :

M.M. Parbot, directeur de la S. C. I. A. Antoine Kponton Quam-Dessou, président du conseil des notables.

CERCLE DU CENTRE*a) Assesseurs titulaires :*

M.M. Rodier Georges, agent de la S. O. C. A. F. A. Atchikitti Abassah, chef de canton d'Atakpamé-Niania.

b) Assesseurs suppléants :

M.M. Moindrot, Sylvain, agent de la S. G. G. G. Adjangba, notable.

CERCLE DE SOKODÉ*a) Assesseurs titulaires :*

M.M. Azémard (Jean), agent de la S. G. G. G. Abdoulayé, chef du village de Dédauré.

b) Assesseurs suppléants :

M.M. le R. P. Boursin, missionnaire. Issa, chef du village de Katambara.

CERCLE DE MANGO*a) Assesseurs titulaires :*

M.M. le R. P. Krauss (Jules), missionnaire. Missiaoua, commerçant.

b) Assesseurs suppléants :

M.M. Fagalde, lieutenant d'infanterie coloniale. Giffa (Bernard), employé de commerce.

Contrôle des installations radioélectriques

Par décision n° 900 A. P. A. du :

26 décembre 1942. — M. Passani (Prosper), chef du service radioélectrique du Togo, est habilité à contrôler l'application des dispositions légales concernant la détention et l'utilisation des matériels radioélectriques. Il a libre accès auprès des installations radioélectriques ou à leurs emplacements présumés.

M. Passani prêterait serment devant le tribunal de première instance de Lomé.

Elèves opérateurs radiotélégraphistes

Par décision n° 918 F. du :

31 décembre 1942. — Un salaire journalier fixé à cinq francs (5 francs) est alloué pour compter du 1^{er} décembre 1942, aux élèves-opérateurs radiotélégraphistes en instruction sur le territoire.

Justice

Par arrêté n° 1 A. P. A. du :

2 janvier 1943. — Sont nommés assesseurs indigènes près les tribunaux de 1^{er} degré de Lomé, Tsévié, Anécho, Atakpamé, Klouto, Sokodé, Lama-Kara et Bassari :

Tribunal de 1^{er} degré de Lomé :

M.M. Dorkenoo Michel, coutume ewé.
Agbaglo Jérôme, coutume ewé.
Gibirila Sanoussi, coutume nago.
Kouassi Gbédor, coutume ana.
Gbaguidi Gbadji, coutume fon.
Galadima Ahoudou, coutume haoussa.
Gaba Jacob, coutume mina-guen.
Comlan Ferdinand, coutume mina-guen.
de Souza Henri, coutume somé.
Accolatsé Alex, coutume ahoulan.
Koughblénou Joseph, coutume ouatchi.
Kagni Thomas, coutume pla-péda.

Tribunal de 1^{er} degré de Tsévié :

M.M. Maglo Sodofia Kokou, coutume ewé.
Nopégnon Somali, coutume ewé.
Passah Seth, coutume ewé.
Maglo Richard, coutume ewé.
Azi Egbévado, coutume ewé.
Akakpo Noudoda, coutume ewé.
Goeh Victor, coutume mina.
Koffi Siwomey, coutume mina.
Ahiakpor Andréas, coutume ahoulan.
Attipoé Alfred, coutume ahoulan.
Malam, coutume haoussa.
Edo, coutume yorouba.

Tribunal de 1^{er} degré d'Anécho :

M.M. Djossou, chef de Togoville, coutume ouatchi.
Quam-Dessou Kponton, président du conseil des notables, coutume mina.
Zébada Amouzou, notable à Vogan, coutume ouatchi.
Combey Combété, chef de Sigbéhoué, coutume mina.
Noudoukou, chef de Dagbati, coutume ouatchi.
Ajavon Sébastien, notable à Anécho, coutume mina.
Eklo, chef d'Afagnagan, coutume ouatchi.
Amah Sylvestre, notable à Glidji, coutume mina.
Anato, chef de Zoéti, coutume ouatchi.
d'Almeida Amah, notable à Anécho, coutume mina.
Saliki Gardi, notable à Vokoutimé, coutume musulmane.
Akandé Tchitou, notable nago à Akoda, coutume musulmane.

Tribunal de 1^{er} degré d'Atakpané :

- M.M. Tchakpala Soussoukpo, notable, coutume ana.
 Reinhold Frantz Mensah, notable, coutume ewé.
 Agbémadon Atchossin, notable, coutume ana.
 Ayité Joseph, notable, coutume ewé.
 Guédo Aboudou, chef de Tchakpali, coutume akposso.
 Hounkpati Doufozin, chef d'Avédjé, coutume akposso.
 Tofon Dakpo, chef d'Agbonou-fon, coutume fon.
 Ezin Marcel, chef d'Avété, coutume fon.
 Kétékété, notable, coutume losso-cabraise.
 Dongo Niossé, chef de Djéréhouyé, coutume losso-cabraise.
 Batcharou Moussa, coutume musulmane.
 Abou Ladani, coutume musulmane.

Tribunal de 1^{er} degré de Klouto :

- M.M. Edji Ankou, chef de Kpadafé, coutume ewé.
 Djadou III Doayo, chef de Kpélé-Elé, coutume ewé.
 Agbo Etsé, chef du canton de Tové, coutume ewé.
 Koudoadji Adolphe, chef du canton d'Agou-Kébo, coutume ewé.
 Komassi Fritz, chef du canton d'Agou-Ibo, coutume ewé.
 Gnamédi Ehlo, notable à Kpélé-Goudévé, coutume ewé.
 Abladé William, chef de Hagnigban-Dougan, coutume ewé.
 Armattoé Robert, commerçant à Palimé, coutume somé.
 Amékugee Joseph, propriétaire à Palimé, coutume somé.
 Malam Midjama, chef du Zongo à Palimé, coutume haoussa.
 Idrissou, notable au Zongo, coutume nago.
 Abouté, chef de la collectivité des Cabrais, coutume cabraise.

Tribunal de 1^{er} degré de Sokodé :

- M.M. Issa, chef de Katambara, coutume kotokoli.
 Moumouni, notable à Paratao, coutume kotokoli.
 Abdoulayé, chef de Dédauré, coutume kotokoli.
 Kogoé, chef de Sokodé-Cabrais, coutume cabraise.
 Adam Mola, notable à Dédauré, coutume kotokoli.
 Sény, chef de Koulondé, coutume kotokoli.
 Agbagni, notable au Zongo, coutume musulmane.
 Idrissou Savé, notable au Zongo, coutume musulmane.
 Meféyiro, chef de Boussalo, coutume cabraise.
 Papabia, chef de Kasséna, coutume cabraise.
 Pita, chef de Sagbadé, coutume losso.
 Alawa, chef de Niangoulam, coutume losso.

Tribunal de 1^{er} degré de Lama-Kara :

- M.M. Tiédre Palanga, chef supérieur des Cabrais, coutume cabraise.
 Nimon, chef de Kolidé, coutume cabraise.
 Assi, chef de Pya, coutume cabraise.
 Azoumarou, chef du canton de Lassa, coutume cabraise.
 Kouamaï, chef du canton de Boufalé, coutume cabraise.

- M.M. Pioklo, chef du canton de Pouda, coutume cabraise.
 Tchendo, chef de Tchétchau, coutume cabraise.
 Biréga Babaké, chef du canton de Niamtougou, coutume losso-birinaoua.
 Barandao, chef du canton de Siou, coutume losso-birinaoua.
 Koubatiné, chef du canton d'Alloum, coutume losso-manganapo.
 Assouma, chef du Zongo de Lama-Kara, coutume musulmane.
 Imam Baoua, chef des musulmans du Zongo, coutume musulmane.

Tribunal de 1^{er} degré de Bassari :

- M.M. Bassabi, chef du canton de Bassari, coutume bassari.
 Agba, chef de Woadandé, coutume bassari.
 Dalaré, chef du canton de Nawaré, coutume konkomba.
 Oudiné, chef du canton de Guérin-Kouka, coutume konkomba.
 Yérima, chef du canton de Dako, coutume kotokoli.
 Yodou, chef de Tiawalim, coutume kotokoli.
 Tchohou, notable, coutume losso.
 Atcham, notable à Tigbéou, coutume losso.
 Gbanté, chef de Akeytan, coutume cabraise.
 Bataka, chef de Kagbanda, coutume cabraise.
 Malam Baro, chef du Zongo de Bassari, coutume musulmane.
 Bassari, notable à Bassari, coutume musulmane.

Par arrêté n° 2 A. P. A. du :

2 janvier 1943. — Sont nommés assesseurs indigènes près les tribunaux de 2^e degré et criminels du territoire du Togo :

Tribunal de 2^e degré et criminel de Lomé :

- M.M. Adjallé Jacob, chef du quartier d'Amoutivé, coutume ewé.
 Aklæssou Joseph, chef du canton de Bè, coutume ewé.
 Sémekonon Agblevon, chef du canton d'Aflao, coutume ewé.
 Occansey Ludwig, notable, coutume ahoulam.
 Homawoo Francis, notable, coutume somé.
 Hounkpéto Kémavo, chef du village de Sangguéra, coutume ewé.
 Ajavon Emmanuel, notable, coutume mina.
 Agbodjan William, notable, coutume mina.
 Fumey Mensah William, notable, coutume mina.
 Malm Ahoudou, notable, coutume yorouba.
 Malm Sambo, notable, coutume nago et haoussa.
 Gboguidigbo Adjaboni, notable, coutume fon.

Tribunal de 2^e degré et criminel d'Anécho :

- M.M. Kalipé Paul, chef du canton de Vogan, coutume ouatchi.
 Lawson Body, chef supérieur d'Anécho, coutume mina.
 Akakpo, chef du village de Vokoutimé, coutume ouatchi.
 Lassey Smart, chef du canton de Porto-Ségouro, coutume mina.
 Messanvi Christophe, chef du village d'Attitogon, coutume ouatchi.

M.M. Agbanon, chef du canton de Glidji, coutume mina.
 Sognigbé Messan, chef du village d'Aklakougan, coutume mina.
 Adékambi, chef du village d'Atouéta, coutume mina.
 Noussougan, chef du village d'Avévé, coutume ouatchi.
 Ibrahima Mamadou, iman à Anécho, coutume musulmane.
 Sani Maman, iman à Anécho, coutume musulmane.
 Radji Ayilaka, notable nago à Anfoin, coutume musulmane.

Tribunal de 2^e degré et criminel d'Atakpamé :

M.M. Atchikiti Abassah, chef du canton d'Atakpamé-Niania, coutume ana.
 Adjangba Mensah, notable à Atakpamé, coutume ewé.
 Ihou Attigbé, chef du canton de l'Akposso-Sud, coutume akposso.
 Abbey Amouzou Joseph, notable à Atakpamé, coutume ewé.
 Gnadjogbé Glikpo, notable à Atakpamé, coutume akposso.
 Onoudjé Djamba, chef du village de Dadja-Fon, coutume fon.
 Gouvidé Danhomé, chef du village de Sada, coutume fon.
 Kanli Adjonou, chef du village d'Alakoyo, coutume ana.
 Kodo, chef de Doufouli-Emigration, coutume losso-cabraise.
 Kotokoli Eteké, chef de Kabrékopé, coutume losso-cabraise.
 Ali Mama, chef du zongo d'Atakpamé, coutume musulmane.
 Ali Tchola, chef des Nago d'Atakpamé, coutume musulmane.

Tribunal de 2^e degré et criminel de Sokodé :

M.M. Boukari, chef de Kolina-Kibidji, coutume kotokoli.
 Ouro Sama, notable à Paratao, coutume kotokoli.
 Issaka, chef du canton de Tchamba, coutume tchamba.
 Kérim, notable à Paratao, coutume kotokoli.
 Tiagodémou, chef supérieur à Paratao, coutume kotokoli.
 Abété, chef du secteur d'émigration, coutume cabraise.
 Moussa Tia, iman à Dédauré, coutume musulmane.
 Tchakpédé, notable à Dédauré, coutume musulmane.
 Alfa Issa, notable à Dédauré, coutume musulmane.
 Lamkoudjo, chef du village de Lama-Tessi, coutume cabraise.
 Kotokalé, chef du village de Aou-Losso, coutume losso.
 Atakora, chef du village d'Ayengré, coutume cabraise.

Par arrêté n° 3 A. P. A. du :

2 janvier 1943. — Sont nommés assesseurs européens pour l'année 1943 près les tribunaux criminels du territoire du Togo :

Tribunal criminel de Lomé :

M.M. Robert Alexandre, inspecteur des produits.
 Larrère, commis principal des trésoreries.
 Bastard, agent fondé de pouvoirs de la Cie F. A. O.
 Pierron, chef du service de l'agriculture.

Tribunal criminel d'Anécho :

M.M. Poix, médecin-commandant.
 Jonquet, entrepreneur de transport.
 Sors, commis des services civils.
 Parbot, directeur de la société commerciale industrielle et agricole.

Tribunal criminel d'Atakpamé :

M.M. Rodier, directeur de la S. O. C. A. F. A. à Atakpamé.
 Moindrot, agent de la S. G. G. G. à Atakpamé.
 Fontaine, conducteur en chef des travaux agricoles.
 Walter, chef de district au chemin de fer du Togo.

Tribunal criminel de Sokodé :

M.M. le R. P. Boursin, missionnaire catholique.
 Horard, chef ouvrier d'art des T. P. à Sokodé.
 Azémard, agent de la S. G. G. G. à Sokodé.
 Meyer, chef de la circonscription agricole du Nord.

Libération conditionnelle

Par arrêté n° 5 A. P. A. du :

5 janvier 1943. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu ci-après désigné, de la prison de Lomé, Comlan Augustin Akakpo, âgé de 25 ans, né vers 1917 à Grand-Popo (Dahomey), fils de Comlan et de Tessi, marié sans enfant, incarcéré le 4 mai 1942 et condamné par jugement en date du 3 juin 1942 du tribunal correctionnel de Lomé à un an d'emprisonnement et 100 francs d'amende pour vol d'une somme de 2.000 francs.

Rôles

Par arrêté n° 768 C. D. du :

31 décembre 1942. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires d'impôts cédulaires et d'impôt général sur le revenu, afférents à l'exercice 1942 et dont le détail suit :

Rôle n° 10 — Lomé-Trésor	117.499,—
Rôle n° 11 — Agence Lomé	4.911,50
Rôle n° 12 — Agence Anécho	1.238,80
Rôle n° 13 — Agence Atakpamé	300,50
Rôle n° 14 — Agence Sokodé	470,—
Rôle n° 15 — Agence Palimé	3.352,—
Rôle n° 16 — Agence Bassari	20,50
Total	127.792,30

La date de mise en recouvrement est fixée au 30 décembre 1942.

Par arrêté n° 6 A. E. du :

5 janvier 1943. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire (1^{er}, 2^e et 3^e trimestres 1942) des cotisations de la société indigène de prévoyance de Bassari, arrêté à la somme de DEUX MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX FRANCS (2.400 frs.).

Sociétés indigènes de prévoyance

Par décision n° 12 A. E. du :

5 janvier 1943. — Sont désignés pour l'année 1943 comme vice-présidents des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance, les notables dont les noms suivent :

Société indigène de prévoyance de Lomé : Dorkenoo Michel.

Société indigène de prévoyance de Tsévié : Maglo Richard.

Société indigène de prévoyance d'Anécho : Kalipé Paul.

Société indigène de prévoyance de Klouto : Ankou Edji.

Société indigène de prévoyance d'Atakpamé : Ihou Attigbé.

Société indigène de prévoyance de Sokodé : Issaka.

Société indigène de prévoyance de Lama-Kara : Palanga.

Société indigène de prévoyance de Bassari : Bassabi.

Société indigène de prévoyance de Mango : Nambiéma Natabi.

Sociétés sportives

Par arrêté n° 748 E. O. S. du :

24 décembre 1942. — L'activité des sociétés sportives suivantes dont les statuts sont joints au présent arrêté est reconnue pour compter du 1^{er} janvier 1943 :

Agou :

Association Sportive d'Agou-Région (A. S. A. R.).

Union Sportive d'Agou-Gare (U. S. A.).

Kpadafé :

Union Sportive du Damier (U. S. D.).

Mango :

Jeunesse Sportive de Mango (J. S. M.).

Atakpamé :

Cercle Sportif Militaire d'Atakpamé (C. S. M. A.).

Subventions

Par décision n° 897 F. du :

24 décembre 1942. — Sont accordées pour l'année 1943 aux diverses Missions religieuses du Territoire les subventions ci-après destinées à couvrir une partie des frais nécessités par leur action scolaire :

Mission Catholique (Vicariat Apostolique de Lomé et Préfecture Apostolique de Sokodé) 345.000 frs.

Mission Evangélique 88.500 frs.

Mission Wesleyenne 16.500 frs.

Total 450.000 frs.

Ces subventions seront payables par trimestre et d'avance.

Surveillance des prix

Séance du 26 Décembre 1942

S. C. O. A.

	Frs.
Cointreau — La bouteille	54,50
Bicyclette pour homme — La pièce	2.007,—
Peinture RZ 1462 — Le kilogramme	59,40
Peinture RZ 1463 — Le kilogramme	54,80
Fil à coudre coton RZ 1460 — La fusette	5,60
Fil à coudre coton RZ 1461 — La fusette	6,70
Papier quadrillé — Le 100	28,75
Tissus de coton imprimés — Le mètre	48,90
Tissus de coton imprimés — Le yard	44,40
Champagne RZ 1446 — La bouteille	83,25
Champagne RZ 1447 — La bouteille	151,50
Champagne RZ 1448 — La bouteille	95,25
Champagne RZ 1449 — La bouteille	175,25
Verrous anglais RZ 1472 — La douzaine	44,—
Verrous anglais RZ 1473 — La douzaine	48,75
Verrous anglais RZ 1474 — La douzaine	55,—
Verrous anglais RZ 1475 — La douzaine	63,50
Pansemens coton — Le paquet	6,60
Parfum RZ 1258 — Le flacon	6,25
Parfum RZ 1258 bis — Le flacon	5,75
Eau astringente — Le flacon	92,—
Lotion à brunir — Le flacon	46,50
Anisette Marie Brizard — La bouteille	47,60
Soude caustique — Le kilogramme	9,—
Tissus de coton imprimés — Le mètre	27,10
Peppermint GET — La bouteille	75,—
Etais rouge à lèvres — L'étui	36,—
Rechange rouge à lèvres — La pièce	22,15
Eau de Cologne RZ 1482 — Le flacon	40,50
Byrrh Violet — La bouteille	42,60
Poudre de traite — Le sachet	1,25
Soufre en poudre — Le kilogramme	12,60
Cigarettes Nationales — Le paquet	2,75
Cigarettes Nationales — La cartouche	71,25
Sulfate de magnésie — Le sachet	0,90
Sulfate de magnésie — Le carton	99,30
Fil à coudre RZ 1490 — La douzaine	107,60
Fil à coudre RZ 1490 — La fusette	9,—
Parfum Floridora — Le flacon	37,80
Talc Parfumé — La boîte	5,15
Vermouth empire — La bouteille	43,85
Bicyclette pour dames — La pièce	2.184,40
Cartes à jouer RZ 1550 — Le jeu	8,70
Cartes à jouer RZ 1551 — Le jeu	8,70
Peinture anti-rouille — Le kilogramme	66,80
Cadenas RZ 1547 — La pièce	14,10
Cadenas RZ 1548 — La pièce	19,05
Fil à coudre RZ 1546 — La fusette	9,—
Couvertures communes RZ 1544 — La pièce	87,90
Couvertures communes RZ 1545 — La pièce	73,20
Cartes à jouer RZ 1543 — Le jeu	11,10
Sandalettes RZ 1540 — La paire	42,—
Sandalettes RZ 1541 — La paire	37,90
Sandalettes RZ 1542 — La paire	33,60
Enveloppes pour auto RZ 1536 — La pièce	3.779,—
Enveloppes pour auto RZ 1537 — La pièce	5.016,—
Enveloppes pour auto RZ 1558 — La pièce	6.047,—
Chambre à air pour auto RZ 1539 — La pièce	22,—
Blanc d'Espagne — Le kilogramme	5,50
Clochettes RZ 1532 — La douzaine	42,45
Clochettes RZ 1533 — La douzaine	47,35
Clochettes RZ 1534 — La douzaine	52,25

	Frs.
Minium de plomb — Le kilogramme	16,95
Matchettes — La pièce	38,40
Harmonica de bouche RZ 1520 — La pièce	4,40
Harmonica de bouche RZ 1521 — La pièce	6,75
Harmonica de bouche RZ 1522 — La pièce	6,—
Harmonica de bouche RZ 1523 — La pièce	11,25
Harmonica de bouche RZ 1524 — La pièce	8,10
Harmonica de bouche RZ 1525 — La pièce	11,45
Harmonica de bouche RZ 1526 — La pièce	11,75
Harmonica de bouche RZ 1527 — La pièce	16,50
Harmonica de bouche RZ 1528 — La pièce	7,55
Harmonica de bouche RZ 1529 — La pièce	3,90
Cuillères RZ 1516 — La pièce	0,80
Couverts RZ 1517 — La pièce	2,80
Cuillère RZ 1518 — La pièce	1,25
Couverts RZ 1519 — La pièce	2,50
Oréal Shampoings RZ 1511 — La pièce	3,65
Ocap Cologne — La bouteille	57,75
Ocap Lavande — La bouteille	105,—
Ocap Brillantine — La bouteille	127,05
Parfums RZ 1510 — Le flacon	41,85
Parfums sans alcool RZ 1503 — Le flacon	35,10
Parfums sans alcool RZ 1504 — Le flacon	18,05
Parfums sans alcool RZ 1505 — Le flacon	3,50
Parfums sans alcool RZ 1506 — Le flacon	1,70
Parfums sans alcool RZ 1507 — Le flacon	6,10
Parfums sans alcool RZ 1508 — Le flacon	1,70
Parfums sans alcool RZ 1509 — Le flacon	35,10
Couvertures communes RZ 1500 — La pièce	42,—
Couvertures communes RZ 1501 — La pièce	41,60
Couvertures communes RZ 1502 — La pièce	52,05
Vermouth Noilly Prat RZ 1499 — La bouteille	47,35
Parfums RZ 1498 — Le flacon	25,25
Couteau de poche — La pièce	5,30
Dubonnet — La bouteille	51,70
Crézy — Le kilogramme	12,30
Verrous anglais RZ 1472 — La pièce	3,65
Verrous anglais RZ 1473 — La pièce	4,10
Verrous anglais RZ 1474 — La pièce	4,60
Verrous anglais RZ 1475 — La pièce	5,30
Poudre RZ 1465 — La boîte	10,—
Poudre RZ 1466 — La boîte	17,50
Poudre RZ 1467 — La boîte	23,50
Rouges à lèvres RZ 1468 — L'étui	36,25
Rechanges pour étui Rouges à lèvres — La pièce	22,25
Parfums RZ 1234 — Le flacon	16,35
Champagne Grand-Vin RZ 1576 — La bouteille	88,30
Champagne Very Dry RZ 1577 — La bouteille	99,30
Champagne Very Dry RZ 1578 — La bouteille	183,20
Champagne Vintage 1934 RZ 1579 — La bouteille	104,75
Champagne Vintage 1934 RZ 1580 — La bouteille	194,20
Nécessaires dissolution RZ 1581 — La pièce	6,10
Dissolution RZ 1582 — La boîte	13,60
Dissolution RZ 1583 — Le tube	1,95
Encre bleue-noire « Stephens » — Le flacon	94,40
Fil à coudre lin « au Requin » — Le kilogramme	262,30
Cire d'abeilles — Le kilogramme	120,95
Fil à coudre coton « au Requin » — Le kilogr.	276,50
Esprit de Carmelite « OKU » — Le flacon	26,15
Teinture d'iode « Codex » — Le flacon	10,35
Eau de Cologne « Gilot » 70° — Le flacon	130,—
Eau de Cologne « Gilot » 80° — Le flacon	155,75
Coaltar — Le kilogramme	6,25
Lotion « Joli Soir » RZ 1609 — Le flacon	11,40
Eau de Cologne « Lancome » 90° — Le flacon	212,50
Quinquina Triple sec — La bouteille	130,—
Quinquina « St Raphaël » blanc — La bouteille	45,75
Parfum « ROJA » RZ 1613 (brillantine) — Le flacon	17,90
Brillantine PM RZ 1614 — Le flacon	17,90
Brillantine MM RZ 1615 — Le flacon	24,—

	Frs.
Brillantine MM RZ 1616 — Le flacon	24,—
Vaporisateurs RZ 1617 — La pièce	17,90
Ricils RZ 1618 — La pièce	26,15
Fards Ricils RZ 1619 — La pièce	16,50
Warner Cosmétique — La pièce	14,90
Parfum Lautier Rose 7550 D — Le flacon	9,15
Parfum Lautier Jasmin 7551 D — Le flacon	8,05
Parfum Lautier Rose RZ 1623 — Le flacon	9,15
Cachet GANDOL — La boîte	20,25
Alcool dénaturé 90° — Le litre	11,95
Lunettes RZ 1627 — La paire	31,—
Lunettes RZ 1628 — La paire	30,—
Lunettes RZ 1629 — La paire	29,—
Lunettes RZ 1630 — La paire	32,—
Lunettes RZ 1631 — La paire	33,—
Lunettes RZ 1632 — La paire	37,—
Lunettes RZ 1633 — La paire	37,—
Peinture à la chaux bleue — Le kilogramme	17,—
Peinture à la chaux verte — Le kilogramme	12,75
Eau de Cologne « Aux Fleurs » 70° Testons — Le lit.	193,60
Eau de Cologne « Aux Fleurs » 70° Testons — 1/2 lit.	96,80
Eau de Cologne « Aux Fleurs » Fond piqué — Le lit.	193,60
Eau de Cologne « Aux Fleurs » Fond piqué — 1/2 lit.	96,80
Eau de Cologne « Aux Fleurs » RZ 1697 — Le fl.	51,95
Cigarettes Nationales bout ambré — Le paquet	2,80
Cigarettes Nationales bout ambré — La cartouche	70,—
Cigarettes Nationales Monogramme — Le paquet	3,—
Attaches acier pour feuillard — Les 100 pièces	69,95
Fil à filet lin « au Requin » 20/2 — Le kilogr.	242,—
Chaises en bois courbé N° 51 — La pièce	338,—
Poudre de riz NOGARA — La boîte	3,—
Rondelles Cellulo RZ 1554 — Douze yards	305,—
Rondelles Cellulo RZ 1555 — Douze yards	33,—
Rondelles Cellulo RZ 1556 — Douze yards	24,75
Enveloppes pour vélo — La pièce	73,35
Chambres à air pour vélo — La pièce	30,—
Acide sulfurique — Le kilogramme	21,40
Bleu « Diazol » N. 3. B. — La boîte	6,90
Essence de térébenthine — Le kilogramme	40,50
Carbonate de soude — Le kilogramme	3,85
Tresse amiante graphité 10 m/m — Le kilogramme	58,80
Tresse amiante graphité 8 m/m — Le kilogramme	70,55
Tresse amiante graphité 4 m/m — Le kilogramme	141,95
Seaux hygiéniques sans couvercle — La pièce	92,65
Seaux hygiéniques avec couvercle — La pièce	132,70
Houes africaines — La pièce	12,15
Pâte dentifrice BLESK RZ 1569 — Le tube	17,30
Pâte dentifrice BLESK RZ 1570 — Le tube	11,20
Carbure de calcium — La boîte	7,75
Soude caustique en écailles — Le kilogramme	10,—
Cirage « Lion Noir » noir — La boîte	4,85
Cirage « Lion Noir » marron — La boîte	4,85
Cirage « Lion Noir » jaune — La boîte	5,15
Enveloppes autos 32 × 6 Y — La pièce	4.518,—
Enveloppes autos 600 × 16 — La pièce	1.741,25
Enveloppes autos 650 × 16 — La pièce	1.835,50
Chambres à air pour auto 650 × 16 — La pièce	235,25
Demi-croupions — Le kilogramme	155,10
Collets — Le kilogramme	75,70
Flancs — Le kilogramme	54,85
Chaussures Ain box couleur — La paire	198,75
Demi-croupions pays — Le kilogramme	165,85
Collets — Le kilogramme	82,95
Flancs — Le kilogramme	59,30
Chaussures Grand Cadet 35/38 — La paire	228,—
Chaussures Enfant 22/27 — La paire	150,35
Chaussures Fillettes 28/34 — La paire	195,70
Chaussures pour filles « CLEO » — La paire	301,95
Chaussures pour filles « VACANCES » — La paire	314,55
Courroies Cuir 30 × 3 1/2 m/m — Le mètre	23,25

	Frs.
Courroies Cuir 35 × 3 1/2 m/m — Le mètre	27,10
Courroies Cuir 36 × 3 1/2 m/m — Le mètre	27,10
Courroies Cuir 40 × 4 m/m — Le mètre	35,40
Courroies Cuir 45 × 4 m/m — Le mètre	39,80
Courroies Cuir 50 × 4 m/m — Le mètre	44,25
Courroies Cuir 55 × 4 m/m — Le mètre	48,65
Courroies Cuir 60 × 4 1/2 m/m — Le mètre	59,75
Courroies Cuir 65 × 4 1/2 m/m — Le mètre	64,70
Courroies Cuir 80 × 4 1/2 m/m — Le mètre	79,65
Courroies Cuir 85 × 4 1/2 m/m — Le mètre	84,60
Courroies Cuir 90 × 5 m/m — Le mètre	99,55
Courroies Cuir 95 × 5 m/m — Le mètre	104,10
Courroies Cuir 100 × 5 m/m — Le mètre	110,60
Courroies Cuir 70 × 4 1/2 m/m — Le mètre	69,70
Cour. cuir « SOUPLINEX » 70 × 4 1/2 — Le m.	68,85
Cour. cuir « SOUPLINEX » 50 × 4 m/m — Le m.	127,95
Cour. cuir « SOUPLINEX » 90 × 5 m/m — Le m.	100,10
Cour. cuir « SOUPLINEX » 100 × 5 m/m — Le m.	111,25
Cour. cuir « SOUPLINEX » 120 × 5 1/2 — Le m.	146,85
Cour. cuir « SOUPLINEX » 160 × 5 1/2 — Le m.	195,80
Cour. cuir « SOUPLINEX » 40 × 4 — Le m.	35,60
Cour. cuir « SOUPLINEX » 50 × 4 — Le m.	44,45
Cour. cuir « SOUPLINEX » 60 × 4 1/2 — Le m.	60,05
Cour. cuir « SOUPLINEX » 80 × 4 1/2 — Le m.	80,05
Cour. cuir « SOUPLINEX » 60 × 4 1/2 — Le m.	60,95
Cour. cuir « SOUPLINEX » 90 × 5 m/m — Le m.	107,25
Cour. cuir « SOUPLINEX » 100 × 5 m/m — Le m.	112,85
Cour. cuir « SOUPLINEX » 120 × 5 1/2 — Le m.	149,—
Cour. cuir « SOUPLINEX » 160 × 5 1/2 — Le m.	198,65
Cour. cuir « SOUPLINEX » 60 × 4 1/2 — Le m.	59,10
Cour. cuir « SOUPLINEX » 90 × 5 m/m — Le m.	98,50
Collets en cuir 5 m/m — Le kilogramme	82,65

R. EYCHENNE

1 Elevateur et 40 poulies	16.975,30
1 Lot de visserie	4.647,70

Cie F. A. O.

Armagnac — La bouteille	337,25
Electrodes No A de 3,25 — Le 100	95,40
Electrodes No A de 4m/m — Le 100	123,15
Electrodes No C de 3m/m — Le 100	169,25
Alun en morceaux — Le kilogramme	6,50
Rubans ARMOR — La pièce	48,—
Cadenas 50 m/m peint alun — La pièce	19,50
Talc parfumé — La boîte	14,25
Acide sulfurique 1853 et 1857 — Le kilogramme	23,50
Extrait Lycopsia — Le flacon	9,—
Cointreau 40° — La bouteille	53,—
Pippermint vert GET — La bouteille	70,—
Bouteille pour extincteur — La pièce	1.267,—
Caoutchouc pour joint — La feuille	208,—
Boldo Verne gouttes 45° — Le flacon	26,50
Aiguilles à coudre — Le paquet	1,15
Matchettes — La pièce	29,50
Grillage noir — Le mètre	7,25
Champignons de Paris 4/4 — La boîte	63,—
Champignons de Paris 1/2 — La boîte	32,25
Parfum Loulou — Le flacon	2,50
Parfum Sweet Pea 1867 — Le flacon	11,75
Parfum Sweet Pea 1868 — Le flacon	12,25
Santal Oil 909 — Le flacon	3,55
Crème Nitrix No 32 T — La pièce	40,50
Poudre assortie No 5052 — La boîte	54,—
Rouges Brillants No 08 A — La pièce	74,50
Coffrets à extraits No 1 — La pièce	360,—

	Frs.
Cologne cachet bleu No 8072 — Le flacon	114,50
Cologne cachet bleu No 8077 — Le flacon	51,50
Lavandes No 8377 — Le flacon	51,50
Lavandes No 8378 — Le flacon	81,15
Parfum Nagir No 995 — Le flacon	2,75
Parfum Valsing No 645 bis — Le flacon	17,—
Enveloppes velo Michelin 700 sld — La pièce	54,—
Chambres à air 700 Std Rle VZ — La pièce	22,55
Chambres à air 700 Std Cse VZ — La pièce	20,50
Carbonate de soude Solvay — Le kilogramme	4,50
Carbonate de soude Solvay — Le kilogramme	4,50
Chaussures Denise 180 M — La paire	269,50
Chaussures Tamatave Bleu 188 M — La paire	188,—
Espadrilles Femme — La paire	28,25
Espadrilles Homme — La paire	32,—
Fils à coudre blanc No 80 — La fusette	6,—
Fils à coudre rayonne blanc — La fusette	14,75
Fils à coudre rayonne assortis — La fusette	14,75
Fils à repriser fibranne écreu — L'écheveau	26,90
Fils à coudre coul. assorties — La fusette	5,50
Fils à coudre retors No 52/3 — Le kilogramme	256,—
Wax print RWP 90 c/m — Le mètre	37,75
Wax print RWP 120 c/m — Le mètre	51,—
Coton écreu DELVA — Le mètre	12,25
Vichy Nigeria Coton et Rayonne — Le mètre	13,—
Tissus pagne rayé indigo — Le mètre	30,—
Tissus rayonne 80 c/m — Le mètre	46,50
Tissus rayonne 90 c/m — Le mètre	89,25
Tissus rayonne 90 c/m — Le mètre	57,—
Cretonne écreu coton 90 c/m — Le mètre	18,50
Cretonne écreu coton 100 c/m — Le mètre	22,—
Cravatte Gloria soie série E — La pièce	101,—
Cravate Rayonne C — La pièce	29,25
Cravate Ray coton — La pièce	39,—
Cravate Ray coton série P — La pièce	39,—
Pare-poussière vosgien 140 c/m — Le mètre	38,50
Tissus rayonne « BEMBERG » 90/93 c/m — Le m.	79,50
Carbure de calcium — Le kilogramme	7,50
Parfum Rose 905 — Douze flacons	38,20
Parfum Rose 907 — Douze flacons	73,—
Treffe de Hollande No 815 — Douze flacons	294,—
Fleurs d'Asur No 697 — Douze flacons	194,—
Royal Bougainvillier No 800 — Douze flacons	279,50
Pippermint GET — La bouteille	66,20
Guignolet — La bouteille	61,90
Cordial Anjou — La bouteille	87,—
Curaçao Gala — La bouteille	89,50
Crème Banane — La bouteille	85,90
Cointreau — La bouteille	104,30
Ocap Lavandes 0,195 — Le flacon	34,50
Ocap Lavandes 0,49 — Le flacon	64,—
Eau de Lubin No 331 — Le flacon	53,50
Eau de Cologne 50 c/l — Douze flacons	1.176,50
Essence Jasmin No 816 — Douze flacons	64,20
Caoutchouc à l'Alfa — Le kilogramme	164,—
Cuillères à pot fortes 8 c/m — La pièce	18,—
Cuillères à pot fortes 11 c/m — La pièce	19,—
Passoires sphériques 20 c/m — La pièce	44,—
Ecumoires fortes 12 c/m — La pièce	19,—
Ecumoires fortes 11 c/m — La pièce	16,70
Colle blanche No 145 — La pièce (pot)	15,—
Poudre de talc No 90 — Douze boîtes	130,20
Poudre de toilette fleurie — La boîte	9,70
Rapide belge No 1 — Le bidon	7,—
Pastilles Wybert — La boîte	8,—
Volumes S. la Piste — La pièce	15,50
Volumes S. la Piste — La pièce	12,—
Volumes « La tache de sang » —	8,20
Volumes S. la Piste — La pièce	12,—
Viandox solide — La boîte	99,—

	Frs.
Fourchettes fer étamé — La douzaine	45,—
Carbone noir No 27 (Boîte de 200 f.) — La boîte	102,—
Carbone noir No 27 (Boîte de 200 f.) — La boîte	109,25
Eau de Cologne No 3744 750 — Le flacon	32,—
Eau de Cologne No 3743 — Le flacon	51,75
Eau de Cologne No 3744 (1253) — Le flacon	32,—
Eau de Cologne No 3743 (1254) — Le flacon	51,75
Eau de Cologne No 3744 (1255) — Le flacon	32,—
Extrait de Lavandes — Le flacon	63,75
Sirop Elixir Guillié — Le flacon	17,50
Miroirs O T 360 — La douzaine	158,50
Miroirs O T 340 — La douzaine	108,50
Miroirs O T 4 — La douzaine	79,25
Miroirs O T 3 — La douzaine	65,—
Porte-cadenas — La pièce	15,50
Pentures anglaises 1631 — La pièce	11,25
Pentures anglaises 1632 — La pièce	9,75
Pentures anglaises 1633 — La pièce	13,25
Pentures anglaises 1634 — La pièce	10,50
Pentures anglaises 1635 — La pièce	10,—
Pentures anglaises 1636 — La pièce	9,75
Vaporisateurs Luxe Métal — La pièce	110,—
Vaporisateurs Luxe Cristal — La pièce	79,25
Blaireaux GM — La pièce	70,50
Blaireaux bahelite — La pièce	38,25
Blaireaux PM — La pièce	31,75
Valves — La pièce	8,—
Colliers de graines — La pièce	0,50
Clés 4 — La pièce	7,25
Reveils Jolic Jaz — La pièce	296,—
Reveils Claric Jaz — La pièce	236,50
Pipes Bruyère 703/1 — La douzaine	66,—
Pipes Bruyère 703/2 — La douzaine	78,—
Pipes Bruyère 703/3 — La douzaine	96,25
Pipes Bruyère 703/4 — La douzaine	300,75
Cocktail Orange Bonnal — La bouteille	53,50
Vermouth Noilly Prat — La bouteille	45,75
Quinquina Dubonnet — La bouteille	52,50
Byrrh violet — La bouteille	41,75
Champagne Red Top — La bouteille	135,—
Champagne Dry Monopole — La bouteille	164,50
Fil à filet Colon « au Requin » — Le kilogramme	224,50
Cigarettes Nationales Monogramme — Le paquet	3,—
Cigarettes Nationales ordinaires — Le paquet	2,75
Serviettes écolier 1666 — La pièce	96,—
Serviettes écolier 1667 — La pièce	181,25
Gravures — La pièce	4,25
Valentine 1/20 hts. — La pièce	10,75
Dissolution — Le tube	8,—
Cuillers à café Duraminox 1671 — La douzaine	36,75
Cuillers à café Duraminox 1672 — La douzaine	36,75
Comprimés rapide no 9 — Le cent	40,50
Nécessaires de réparation — La pièce	5,50
Ciseaux ronds — La pièce	23,50
Clés à fourche SAM 6/8 — La pièce	7,75
Clés à fourche SAM 8/10 — La pièce	7,75
Clés à fourche SAM 10/12 — La pièce	8,75
Clés à fourche SAM 14/16 — La pièce	12,25
Clés à fourche SAM 16/18 — La pièce	14,50
Clés à fourche SAM 18/20 — La pièce	17,75
Clés à fourche SAM 22/24 — La pièce	20,—
Barres à mine octogonales — Le kilogramme	20,50
Scies à 3 lames 60 cm. — La pièce	45,—
Scies électriques 40 cm. — La pièce	36,25
Lanterne à croisillons no 2 — La pièce	47,—
Pinces universelles 18 cm. — La pièce	21,—
Pinces universelles 20 cm. 1688 — La pièce	23,50
Pinces universelles 20 cm. 1689 — La pièce	23,50
Marteaux serrurier 32 cm. — La pièce	24,25
Cafétières coniques fer blanc — La pièce	60,25

	Frs.
Diablos Wunec — La pièce	976,25
Cadenas le Chien — La pièce	16,—
Coaltar — Le kilogramme	6,—
Brai — Le kilogramme	7,25
Crésyl — Le kilogramme	10,50
Assiettes plates Plasco — La pièce	20,25
Bois Plasco — La pièce	18,50
Timbales Plasco — La pièce	8,50
Cuillers étamées Cadet — La douzaine	13,—
Malchettes 18 « 2 L/4 × 3 1/2 » — La pièce	33,50
Anisette Marie Brizard — La bouteille	36,50

U. A. C.

Anisette Superfine Marie Brizard — La bouteille	35,70
Tissus coton Bazin blanc 08/044 — Le mètre	24,50
Tissus coton Bazin blanc 08/045 — Le mètre	20,90
Cigarettes Dream — Le paquet	5,25
Champagne « Vintage 1937 » — La bouteille	163,10
Vin de liqueur « Ramon » — La bouteille	42,45
Vermouth « La Chainette » — La bouteille	41,85
Lit Standard sommier adhérent 70 cm. — La pièce	372,40
Lit Standard sommier adhérent 90 cm. — La pièce	443,45
Lit Standard sommier adhérent 107 cm. — La pièce	541,45
Enveloppes pour vélo Dunlop 700 — La pièce	61,50
Chambre à air pour vélo Dunlop 700×28 — La pièce	28,35
Imperméables hommes — La pièce	1.582,25
Grillage noir « Génie » — Le mètre	15,35
Carbure de calcium — Le kilogramme	7,75
Pointes têtes plates 55×16 — Le kilogramme	11,60
Pointes têtes plates 80×19 — Le kilogramme	11,15
Pointes têtes plates 110×21 — Le kilogramme	11,—
Pointes têtes plates 150×25 — Le kilogramme	11,—
Coaltar — Le drum	1.673,85
Coaltar — Le kilogramme	6,85
Couteaux de poche No 20004 — La pièce	6,50
Machine à coudre à pied « Singer » — La pièce	6.729,70
Ceintures cuir artificiel — La pièce	11,25
Cadenas No 110 — 35 m/m — La pièce	4,50
Cadenas No 1108 — 35 m/m — La pièce	4,65
Cadenas No 110 — 45 m/m — La pièce	6,45
Chaines à clés No 104 — La pièce	1,25
Chéchias forme K taille 8 — La pièce	43,—
Bonnets presses taille assortie — La pièce	50,60
Chéchias forme L taille 6 — La pièce	51,10
Chéchias forme L taille 8 — La pièce	45,70
Chéchias forme L taille 9 — La pièce	43,—
Chéchias forme L taille 10 — La pièce	42,10
Câbles anti-vol — La pièce	30,75
Chaines de vélo nichelées — La pièce	4,15
Porte-bagages pour vélo — La pièce	35,70
Combustibles pour briquets — Le flacon	29,40
Cire d'abeille extra blanche — Le kilogramme	162,05
Cirage « Antiqué » — La boîte	7,75
Brillant pour métaux 1/4 litre — La boîte	10,45
Kalo — La pièce	6,50
Encaustique « Bellicire » — La boîte	27,30
Pierre douce — La pièce	5,25
White cleaner « Kiwi » — Le tube	7,—
Cresyl (Désinfectant) — Le kilogramme	12,25
Carbo (genre Carbonil) — Le kilogramme	9,30
Carbo (genre Carbonil) — Le drum	2.040,50
Baryloux — Le flacon	30,90
Eau de Cologne Euxlay 80° No 203 — Le flacon	50,—
Eau de Cologne Euxlay 80° No 202 — Le flacon	84,40
Eau de Cologne « Fleur Bleue » No 403 — Le flacon	79,20
Eau de Cologne Joli Soir No 104 — Le flacon	12,40
Eau de Cologne Joli Soir No 107 — Le flacon	61,85
Poudre dentifrice Fructol — La boîte	13,20

	Frs.
Poudre de toilette parfumée 250 grs. — Le carton	11,25
Poudre de toilette parfumée 500 grs. — Le carton	18,—
Parfums assortis GM — Le flacon	53,60
Parfums assortis PM — Le flacon	33,—
Graines potagères « Le paysan » — Le sachet	3,10
Briquets N° 432 QL — La pièce	378,60
Briquets N° 432 AG — La pièce	457,60
Briquets N° 433 — La pièce	395,95
Briquets N° 433 C — La pièce	430,85
Briquets N° 434 A — La pièce	441,—
Amadou N° JB 210 — La pièce	39,15
Mechafeu L — P. M. — La pièce	124,90
Bicyclette HERMES pour homme — La pièce	1.853,20

Terrain domanial

Par décision n° 2 Dom. du :

2 janvier 1943. — Un délai de cinq ans, à compter de 1940, est accordé au sieur R. Eychenne, commerçant à Lomé, pour la mise en valeur d'un terrain sis à Lama-Kara, constituant le titre foncier n° 164 du territoire du Togo.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

AVIS

Vente aux enchères publiques

En conformité de l'ordonnance N° 5 du 6 janvier 1943 de M. le Président du Tribunal de première instance de Lomé (Togo), il sera procédé à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur à Lomé, rue de la gare, dans le local contenant les biens du sieur **Moraïtis**, le jeudi 28 janvier 1943 à huit heures du matin et jours suivants s'il y lieu, des articles mentionnés dans le tableau ci-après :

ARTICLES	QUANTITE	Mise à prix de l'unité	UNITE
Voiture automobile conduite intérieure	1	5.000,—	Voiture
Camionnette	1	1.000,—	Camionnette
Camionnette	1	200,—	—
Réservoir à eau 3 ^{me}	1	1.000,—	Réservoir
Tuyau galvanisé	1	200,—	Tuyau
Bassin en zinc galvanisé	1	50,—	Bassin
Bidon contenant des marteaux	1	100,—	Bidon
Seppe	1	5,—	Seppe
Tables bois	2	50,—	Table
Plaque en ciment	1	20,—	Plaque
Appareil pour canalisation d'eau	1	—	—
Tuyaux grès vernisés	3	30,—	Tuyau
Buffet	1	50,—	Buffet
Tables diverses	8	100,—	Table

ARTICLES	QUANTITE	Mise à prix de l'unité	UNITE
Appareil de fabrication de soda	1	5.000,—	Appareil
Lot de marteaux	1	200,—	Le lot
Dynamo d'automobile	1	200,—	Dynamo
Sellette	1	—	Sellette
Accumulateurs	3	100,—	Accumulateur
Moteur électrique	1	1.000,—	Moteur
Lot de pioches sans manches	1	100,—	Le lot
Casiers à bouteilles	4	50,—	Casier
Matelas	1	100,—	Matelas
Chaises en bois	2	25,—	Chaise
Fauteuils osier	1	50,—	Fauteuil
Fût	1	—	Fût
Chambres à air auto	2	50,—	Chambre à air
Lot de pelles avec manches	1	200,—	Le lot
Cantine avec effets d'habillements	1	1.000,—	Le tout
Commode	1	100,—	Commode
Meuble à tiroir contenant papier et étiquettes	1	100,—	Le tout
Casiers	1	—	Le lot
Trois tuyaux et trois liges d'acier	1	1.000,—	Le lot
Caisse ferrailles diverses	1	500,—	Le tout
Filtres	2	200,—	Filtre
Meuble en bois	1	20,—	Meuble
Cuvette et pot de toilette	1	—	Le lot
Pots en terre	4	—	—
Coupe-coupe	1	—	Le lot
Escabeau	1	20,—	Escabeau
Deux ustensiles en terre cuite	2	100,—	Ustensile
Hâchoir	1	200,—	Hâchoir
Papier	1	—	Le lot
Balance	1	500,—	Balance
Pompe auto	1	20,—	Pompe
Pèse-lettre	1	20,—	Pèse-lettre
Registres divers	—	—	—
Cinquante flacons green lemons	50	1.000,—	Le lot
Armoires	2	100,—	Armoire
Boîtes acide citrique et tartrique	50	3.000,—	Le lot
Bibliothèque contenant des livres	—	—	—
Meuble classeur	1	500,—	Meuble
Deux classeurs	2	25,—	Classeur
Quatre fauteuils	4	50,—	Fauteuil
Sellette	1	20,—	Sellette
Escabeau	1	10,—	Escabeau
Ventilateur	1	50,—	Ventilateur
Deux coussins	2	10,—	Coussin
Cordage	1	300,—	Le lot
Tuyauterie en plomb	1	750,—	Tuyauterie
Table rocco	1	100,—	Table
Etagère	1	50,—	Etagère
Un lot registres	1	—	Le lot
Une valise	1	20,—	Valise

Les marchandises ci-dessus mentionnées seront vendues en leur état dûment constaté par les acquéreurs et seront payées comptant avant leur enlèvement. — Aucune réclamation ne sera admise les enchères une fois prononcées.

Les enchères ne devront pas être inférieures à 2 francs au dessous de 25 francs et 5 francs au dessus de 25 francs.

Lomé, le 8 janvier 1943.

Le Commissaire priseur,
LOUIS GAËTAN.